

Apropos



JANVIER • FÉVRIER • MARS 2026 | 113



**Intelligence Artificielle,
haute technologie, compétitivité :
l'Europe doit réagir**

LE COMITÉ DE RÉDACTION



LA RÉDACTRICE EN CHEF | MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de « Vox ». En 2004, réintègre l'administration au sein

des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef du nouveau secteur « Support social et Relations avec les anciens ». Lance l'Info Senior et l'initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.



GABRIELLE CLOTUCHE

Belge, née à Vielsalm. Mathématicienne, ancien directeur général de la sécurité sociale en Belgique. Représente la Belgique à la Commission, au Conseil de l'Europe et à l'OCDE et mène de nombreuses négociations avec la Turquie, le Chili, la Norvège, les Philippines, l'Algérie. Rejoint la Commission en 1997 (DG V), directeur en charge de l'action et de la politique sociale puis, à Eurostat, directeur des statistiques sociales. Détachée à la Confédération européenne des syndicats, adjointe au secrétaire général John Monks. Retraitee depuis 2011. Maître de conférence émérite (20 ans) chargée de cours « Politiques sociales en Europe » à l'Institut du travail de l'UCLouvain.



DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005 à 2008. A lancé l'Écrin dans sa version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.



ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist). En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson (politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'écclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.



JEAN-FRANÇOIS DREVET

Né à Presles (Val d'Oise). École normale supérieure, agrégation de géographie. Coopérant en Afrique sub-saharienne (Kivu, Côte d'Ivoire), puis au Moyen-Orient. Chargé des fonds structurels européens à la DATAR (Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale), puis fonctionnaire à la DG REGIO à partir de 1989 (programme de prospective Europe 2000, puis préparation au grand élargissement de 2004). Pensionné depuis 2005, travaille comme expert indépendant sur les problèmes de voisinage. Depuis 2007, tient une chronique européenne dans la revue Futuribles ; a publié plusieurs livres sur des thèmes européens (politique régionale, élargissement de 2004, problème de Chypre).



JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime et fluviale) en particulier sous les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Eglise protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.



RENAUD DENUIT

Né à Bruxelles en 1950, marié, trois fils. Écrivain : une vingtaine de titres publiés relevant de divers genres littéraires. Docteur en philosophie, outre quelques masters (UCL). Journaliste politique pour la RTBF et la presse écrite (1973-1985). Administrateur à la Commission européenne (1985-2012). Conseiller communal d'Etterbeek (1988-1994). Professeur invité à l'UCL (1997-2012), à l'Université Saint-Louis Bruxelles (2012-2018) et à l'ICHEC-Brussels Management School (2010-2016). Vice-président de l'Association des Écrivains belges (2014-2016). Actuellement : éditorialiste de l'Agence Europe, professeur invité à l'Université de Lille et conférencier pour le Collège Belgique de l'Académie Royale.

Éditeur responsable

Raffaella Longoni

Rédactrice en chef

Monique Théâtre
monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction

Gabrielle Clotuche
Robert Cox
Renaud Denuit

Jean-François Drevet
Jürgen Erdmenger
Daniel Guggenbühl

Design, impression et expédition

OIB - Commission européenne

Designer graphique

Frédérique Guiot

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

Les textes n'engagent que leurs auteurs et non l'AIACE ni la Commission européenne

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

Section Belgique
VM-18 03/58 • B-1049 Bruxelles
Tél : +32(0)2 295 38 42
E-mail : aiace-be@ec.europa.eu
www.aiace-be.eu

IBAN: BE68 2100 3777 0034

BIC: GEBABEBB

N° d'entreprise : 0450733759

SOMMAIRE

HET WOORD VAN DE VOORZITSTER

De uitholling van ons moreel bewustzijn, een onzichtbare en geduchte vijand *Raffaella Longoni* 4

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

L'érosion des consciences, un ennemi invisible et redoutable *Raffaella Longoni* 5

LE BILLET DE LA RÉDAC' CHEFFE

Le temps c'est maintenant ! *Monique Théâtre* 4

VIE DE LA SECTION

Le CA au travail *Félix Geradon* 6

Appel à contributions 7

Secrétariat de l'AIACE Section Belgique 7

Bienvenue à nos nouveaux membres ! Welcome to our new members! Welkom aan onze nieuwe leden! 8

Le Cercle des marcheurs du jeudi *Isabelle De Moor & Marc Aertgeerts* 8

Club européen  European Club *Alan Hick* 9

Les Clubs de la bière et du vin | The Beer and Wine Clubs *Alan Hick* 9

EUROPE

How can Europe's Frog avoid a slow agony? *Corrado Pirzio-Biroli* 10

L'Europe aura-t-elle une défense commune ? *Jean-François Drevet* 12

De Kant à Kalinine *Daniel Guggenbühl* 15

L'Amérique aime-t-elle l'Europe ? *Daniel Guggenbühl* 16

American ambivalence to Europe *Robert Cox* 18

Malte : un bijou et une démocratie perfectible *Renaud Denuit* 20

Femmes d'influence européennes *Monique Théâtre* 22

Belgique - Catherine de Bolle, Directrice exécutive d'Europol 23

European Movement "Declaration of Nice" *Alan Hick* 24

Ubiquitous Chips: Europe must quickly react and make enormous efforts *Marcel Van de Voorde & Christophe Wyon* 26

SOCIÉTÉ

Belém COP 30 : missed opportunities *Robert Cox* 28

Rapport Copernicus : 2025, troisième année la plus chaude jamais enregistrée *József Barna* 30

Santé : la Belgique à la pointe en matière de recherche, la prévention à renforcer *Monique Théâtre* 32

INSTITUTIONS

Experience Europe' 2.0 | Discover the Commission's exhibition centre *Patrizio Fiorilli* 34

Le Cercle d'Art de la Commission européenne *Evelyne Hania* 36

PORTRAIT

Henrica Perlberger-Engelberg, une coquette centenaire ... bon pied bon œil *Monique Théâtre* 37

CULTURE

Die Zeit ist jetzt! Anmerkungen zur Oper „Cassandra“ von Bernard Foccroulle *Jürgen Erdmenger* 38

LU POUR VOUS

Un regard philosophique utile *Renaud Denuit* 40

LES ANCIENS PUBLIENT

Savorgnan de Brazza *Corrado Pirzio-Biroli* 41

Emballage *Joanna Jarecka Gomez* 41

TRIBUNE LIBRE

La photo retrouvée *Ambroise Perrin* 42

Souhaitez-vous continuer à recevoir Apropos en version papier? 42

Would you like to continue receiving the paper version of Apropos ? 42

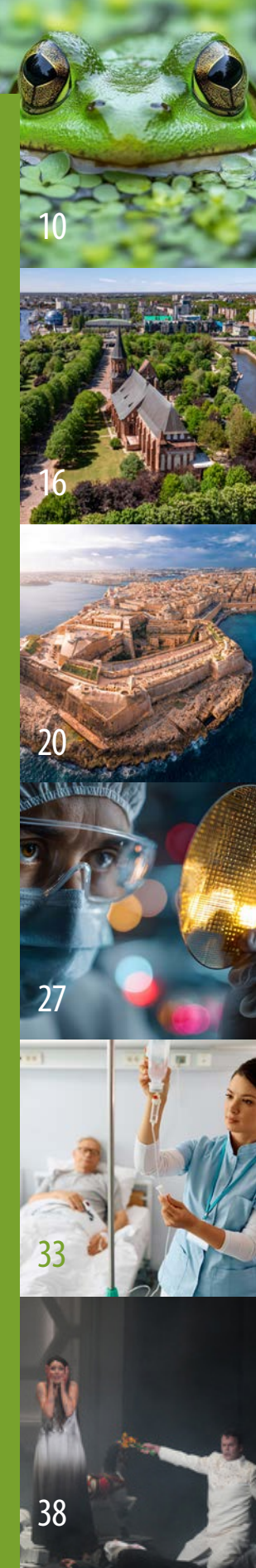
De wereld vandaag *Joris Declerck* 43

IN MEMORIAM

Colette Flesch (1937-2026) 43

NOUS ONT QUITTÉS

44



10

16

20

27

33

38

De uitholling van ons moreel bewustzijn, een onzichtbare en geduchte vijand

Nu ik deze tekst schrijf, is onze jaarlijkse Algemene Vergadering (AV) achter de rug. En daarmee ook het einde van het mandaat 2023-2026 van huidige Bestuursorgaan.

Uw talrijke aanwezigheid op deze AV afgelopen 2 maart hebben wij voorzeker gewaardeerd, te meer daar de zon als warme concurrent u eerder tot een aangename boswandeling kon verleiden. Aldus komt de balans over het afgelopen jaar zowat overeen met de balans van het mandaat dat ten einde loopt, met veeleer positieve conclusies ondanks de problemen waar wij ons voor gesteld zagen.

Ik bemerk eigenlijk al een hele tijd een immer weerkerende cyclus van dezelfde problemen, en het zijn de afdelingen die ervoor staan, want zij zijn op het terrein. Het wordt voor ons steeds moeilijker, ons aantal leden neemt gestaag toe. Er is een rode lijn die deze problemen verbindt, en dat vooral voor de zwaksten van onze leden : een hoge leeftijd, eenzaamheid en iso-

lement, het risico niet mee kunnen met de digitale werkelijkheid in een voortsnellende omgeving, en dan nog ziekten en wat nog ... Daarbovenop bespeuren wij zijdens ons land van herkomst of van keuze (naargelang) een onrechtstreekse aanval op onze pensioenen. Dit probleem is er eerder een van Belgisch interne aard, maar het gevaar is reëel dat deze vijandige houding jegens Europese ambtenaren naar andere EU-landen overslaat.

Wanneer wij evenwel naar elders dan naar de EU schouwen, naar de internationale context, zien wij toch enkele kwalijke zaken : chaos overall, terwijl oorlogen elke diplomatieke inspanning, zo die er al is, van de kaart vegen. Wij staan voor een geleidelijke maar voortdurende uitholling van het respect voor de rechtsstaat en voor democratie, handig verpakt door de rechtspositie van de internationale instellingen te ontcrachten, en vast verankerd in het misprijzen van de meest elementaire regels van een geciviliseerde en vreedzame coëxistentie.

Doch een andere uitholling verontrust mij nog meer dan die welke wij vanaf onze stranden en bergen en van ons natuurlijke en algemene patrimonium zien, en wel de uitholling van ons moreel bewustzijn. En traag en geniepig, ongrijpbaar en genadeloos, mogelijk aan de wortel van alle ineens-torting, om te beginnen - metaforisch - van de rechtsstaat tot die, o zo concreet, van het onschatbare erfgoed van de natuur.

Ik eindig niettemin positief door u allen te danken voor uw vertrouwen en door te herhalen hetgeen ik ten AV heb kunnen zeggen : dat ik zo lang de voorzitter mocht kunnen zijn van de afdeling België was mij een voorrecht en een grote eer. En ik benadruk stellig dat in elke samenleving die zich als ontwikkeld wil zien, de ouderen respect, begrip en vooral een luisterend oor verdienen, en nimmer neerbuigendheid.

Raffaella Longoni

Traduction : Jaap Geenen

LE BILLET DE LA RÉDAC'CHEFFE

Le temps c'est maintenant !

Depuis plusieurs décennies, l'Europe avance à pas mesurés, convaincue que la paix acquise après la guerre froide constituait un horizon durable. Or le monde, lui, a changé de rythme. Les rivalités de puissance se sont intensifiées, les technologies sont devenues des instruments de souveraineté et la guerre est revenue aux frontières du continent. Si l'Europe ne

réagit pas, elle risque moins la disparition qu'une lente agonie. La question d'une défense commune européenne apparaît désormais comme une nécessité. L'Alliance atlantique demeure une garantie essentielle, mais elle ne peut plus être l'unique pilier de la sécurité européenne. Les intérêts américains ne se confondent pas toujours avec ceux du Vieux Continent. L'Amérique aime-t-elle l'Europe ? Les rapports entre les deux parties ont souvent été ambivalents. Trump regarde l'Europe comme un acteur trop fragmenté pour peser véritablement dans les

L'érosion des consciences, un ennemi invisible et redoutable



© AIACE.BE

Au moment où j'écris ces lignes, notre Assemblée Générale annuelle vient de se terminer. Elle marque également la fin du mandat 2023-2026 de l'actuel Organe d'administration.

Vous étiez nombreux le 2 mars dernier à cette AG, ce que nous avons tous fortement apprécié, le soleil étant un concurrent puissant plaidant plutôt pour une belle promenade en forêt. C'est ainsi que le bilan de l'année écoulée s'identifie en quelque sorte au bilan du mandat qui s'achève, avec des conclusions largement positives qui, toutefois, ne peuvent pas occulter les problèmes auxquels nous avons dû faire face. Depuis longtemps, en effet, j'assiste à un retour cyclique des mêmes problèmes et ce sont les sections qui doivent y faire face car ce sont elles qui sont sur le terrain. Cela s'annonce pour nous de plus en plus difficile, le nombre de membres étant en augmentation constante. Un fil rouge relie ces problèmes, essentiellement pour les plus faibles de nos membres : le grand âge, la solitude et l'isolement,

le risque de déconnection de la réalité numérique par rapport à un environnement en course folle, la maladie etc. Et dernièrement nous subissons de la part de notre pays d'origine ou d'accueil (selon les cas) une offensive indirecte à nos pensions. S'il est vrai que ce problème relève plutôt de la politique interne belge, le risque d'une contagion de cette attitude hostile aux fonctionnaires européens dans d'autres pays de l'UE est bien réel.

Mais si nous portons notre regard ailleurs que dans l'UE et nous le tournons vers le contexte international, force est de constater quelques terribles évidences : le chaos règne et les guerres détruisent comme une tornade tout effort diplomatique, si effort il y a. Nous assistons à une érosion lente et constante du respect de l'état de droit et de la démocratie, habilement orchestrée à travers la délégitimation des institutions internationales et solidement ancrée dans le mépris des règles les plus élémentaires d'une coexistence civilisée et pacifique. Mais il y a une autre éro-

sion qui m'inquiète encore plus que celle visible de nos falaises, de nos glaciers et de notre patrimoine naturel en général, et c'est l'érosion des consciences. C'est un risque lent et insidieux, impalpable et inexorable, et qui peut être à l'origine de tous les écroulements, à partir de celui - métaphorique - de l'état de droit jusqu'à celui, hélas bien concret, du patrimoine inestimable de la nature.

Je terminerai néanmoins sur une note positive en vous remerciant tous de votre confiance et en réitérant ce que j'ai pu dire en AG : avoir été la présidente de la section Belge pendant si longtemps a été un privilège et un honneur pour moi. Et j'insiste sur le fait que dans toute société qui se veut évoluée, les anciens méritent du respect, de la considération et surtout de l'écoute, mais jamais de la condescendance.

Raffaella Longoni

grandes décisions stratégiques. Dans un monde où la puissance se mesure autant à la maîtrise des chaînes d'approvisionnement qu'à la force militaire, l'Europe doit cesser d'être seulement un marché et redevenir un acteur. La question des semi-conducteurs illustre parfaitement cet enjeu. Ces minuscules composants sont devenus l'infrastructure invisible de l'économie mondiale. Or l'Europe dépend encore trop largement des écosystèmes chinois ou américains et se doit donc de réagir. Un autre phénomène mérite l'attention : la montée en puissance des femmes

d'influence dans les sphères politique, économique, scientifique ou culturelle. Leur présence croissante ne constitue pas seulement une avancée sociétale ; elle modifie les cultures de décision, introduit d'autres styles de leadership et rappelle que la vitalité démocratique d'un pays dépend aussi de sa capacité à donner leur place aux femmes. C'est ce que nous rappelle aussi la « Cassandra » de l'opéra de Bernard Foccroulle qui avait le don de prédiction... mais que personne n'écoutait. Le temps c'est maintenant !

Monique Théâtre

Le CA au travail

par **Félix Geradon**
Secrétaire général de l'AIACE-BE



© AIACEBE

Le début de l'année 2026 a été consacré aux derniers préparatifs des élections et de l'assemblée générale du 2 mars.

Bureau électoral

La constitution du bureau électoral a pris un peu plus de temps que prévu car nous n'avions pas assez de candidats au départ et il a fallu relancer un appel pour trouver des volontaires acceptant d'essayer les plâtres : ils devaient organiser pour la première fois les élections par voie électronique. Gabrielle Clotuche a relevé le défi et a présidé le bureau électoral, composé de Rudy Druiue (un des professeurs des Matinées de l'informatique), Roy Edwards, Willy Schoofs, Alfonso Pascual Perez et Elena Scaramucci, avec le support de Julie, au secrétariat. En décembre, nous avons procédé au tirage au sort de l'ordre des candidats sur les bulletins de vote et dans la brochure reprenant tous les actes de candidature. Tous les candidats étaient invités à assister à ce tirage au sort, de même que la présidente du bureau électoral.

Préparation de l'AG

Après ce tirage au sort, le CA, dont plusieurs membres étaient candidats à un nouveau mandat, ne pouvait plus s'immiscer dans les travaux du bureau électoral. Nous nous sommes alors consacrés à la préparation de l'AG : envoi des convocations avec les documents financiers, le bulletin de participation et les procurations, invitation des représentants des administrations, organisation du cocktail avec toutes les procédures administratives que cela suppose, rédaction du rapport d'activité, préparation du bilan financier 2025 et du projet de budget 2026, élaboration du dossier de séance, etc. Nous avons longuement débattu des aspects financiers car, comme nous l'avons déjà indiqué, la charge de travail que représente la gestion d'une association de quelque 5.800 membres nous oblige à renforcer le secrétariat : Julie est désormais employée à plein temps et nous recrutons un(e) deuxième secrétaire à mi-temps. Pour financer ces dépenses supplémentaires, nous avons envisagé de porter la cotisation à 45 ou 50 € par

an. Finalement, nous avons pu y renoncer mais il n'est pas impossible que l'année 2026 se solde par un déficit. Si c'était le cas, nous le financerions sur nos réserves, ce qui est possible pendant un certain temps, mais pas indéfiniment.

« Business as usual »

Même si nous n'avons pas lancé de nouvelle initiative au cours de ces derniers mois de notre mandat, nous avons eu de quoi nous occuper. Nous avons participé à diverses réunions sur les assurances, sur les statuts de l'AIACE Internationale, sur la communication et les nouvelles plateformes que nous pourrions utiliser pour vous informer, sur l'aide sociale ou encore sur la trésorerie. Les bénévoles des Matinées de l'informatique ont continué à aider nombre d'entre vous à mettre en place un système d'authentification plus sécurisé que les SMS et ils ont d'ores et déjà annoncé qu'ils étaient disposés à continuer à vous aider, même si nous n'avons pas encore déterminé sous quel format ce projet allait se poursuivre. Après avoir organisé avec Eliane le repas festif de fin d'année, Monique a également prévu pour 2026 quelques réjouissances culturelles et conviviales. Nous avons reconduit notre parrainage de la Chapelle Musicale Reine Elisabeth. Nous pourrions ainsi vous proposer en été un concert suivi d'un délicieux repas dans ce cadre enchanteur. Et pour les mélomanes avertis, nous aurons de nouveau des centaines de places de concert à vous offrir. Si vous n'êtes pas encore dans la liste des personnes intéressées par ces concerts, n'hésitez pas à prendre contact

avec notre secrétariat ou directement avec Monique, qui gère elle-même la répartition des places disponibles. Nous vous convierons également à un spectacle de théâtre à la rentrée, spectacle dont Monique garde encore le secret, mais qui devrait avoir autant de succès que les dernières représentations qu'elle avait organisées. Un petit groupe au sein du CA a été chargé du recrutement de la nouvelle secrétaire. Malheureusement, une première expérience n'a pas été concluante et il appartiendra au CA nouvellement élu de relancer le processus le plus rapidement possible.

Menace sur les pensions

Il faut enfin mentionner une évolution législative belge qui fait peser une menace sur nos pensions. En effet, en violation du Protocole sur les privilèges et immunités, la Belgique a décidé

de tenir compte des pensions versées par des organismes internationaux pour limiter les pensions belges des retraités bénéficiant de pensions des deux régimes. Certes, cela ne concerne actuellement que quelques retraités bénéficiant de pensions assez élevées, dont des anciens Commissaires. Mais nous savons que d'autres États membres voudraient aussi pouvoir « ponctionner les eurocrates » et suivent cette affaire avec intérêt pour s'engouffrer dans une éventuelle brèche. La Commission s'est adressée aux autorités belges pour exprimer ses préoccupations sur ces nouvelles règles, mais en vain. D'anciens membres de la Commission mais aussi d'anciens fonctionnaires de différentes institutions ont introduit un recours devant la Cour constitutionnelle belge et ils bénéficient du soutien de leur institution. La Commission attend maintenant de voir

quelle attitude vont adopter les autorités belges mais n'exclut pas une action en manquement contre la Belgique. Cette question a été longuement abordée par Christian Roques, directeur général adjoint de la DG HR, lors de l'assemblée générale.

Résultat des élections

Les résultats ont été proclamés en AG. Ils seront diffusés avec le procès-verbal de l'AG et la composition du nouveau CA dans les meilleurs délais. Il est important de souligner que, sous la supervision du bureau électoral présidé par Gabrielle Clutche, ces premières élections électroniques se sont déroulées sans aucun problème et que la participation a été nettement plus élevée que lors des élections précédentes, renforçant ainsi la légitimité démocratique du CA nouvellement élu. ■



Julie Tomaselli assure la permanence au secrétariat les mardis et vendredis de 9h30 à 12h30.

© AIACE BE

Secrétariat de l'AIACE Section Belgique

Les **lundis, mercredis et jeudis**, la **permanence** est assurée par des **bénévoles de 10h00 à 12h00**.

Le **secrétariat** est également joignable **par téléphone tous les matins entre 9h30 et 12h30**.

**Rue Van Maerlant, 18 - 03/58
B-1049 Bruxelles - Tél. 02 295 38 42
aiace-be@ec.europa.eu**

Vous avez changé d'adresse, d'e-mail ou de numéro de smartphone/gsm, merci d'en informer le secrétariat.

Pour des raisons de protection des données personnelles, les services de la Commission ne nous communiquent pas ces informations.

APPEL À CONTRIBUTIONS

FR | Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture, ...)?

NL | Wilt u een persoonlijke bijdrage insturen over een onderwerp van Europees belang (op politiek, economisch, cultureel of ander vlak)?

DE | Sie möchten einen persönlichen Beitrag zu einem Thema von europäischem Interesse (politisch, wirtschaftlich, kulturell) senden?

EN | You would like to send a personal contribution on a matter of European interest (political, economic, cultural ...)?

monique.theatre@gmail.com

AIACE section Belgique - VM-18 03/58 - 1049 Bruxelles

Bienvenue à nos **nouveaux membres** ! Welcome to our **new members**! Welkom aan onze **nieuwe leden**!



ABRAHAM STAUDE Ingrid Maria	FELTRIN Lorella
ALELUJA Lucia	FIORINO Luigi
BECQUET Marc	FRIZ Antonio
BINNS Susan	GALOFRE Rosario
BOUDOLF Pascale	GIUSTI Lucia
BOURGEOIS Martine	GOOSSENS Eva
BRIEAU Nathalie	GOWIE Jacques
BROOK Ruth Elizabeth	GUIRAO GARCIA Fabiola
BROUCKAERT Karin	HANNINEN Sari
BURRILL Anne	HARRIS Carolyn
BUTAEYE Véronique	HASAERT Fabienne
CALLEJA SANJURJO Maria-Jesus	HOUINS Michael
COLLIN Gauthier	ILZKOVITZ Fabienne
COOREVITS Ria	JENSEN Mariann Søby
COURTIAL-HOFMANS Mireille	JORGE Nelson
de AVALOS Thierry	KAPELLA Yvonne
DE BOCK Vera	KAYAMANIDOU Maria
DE WOLF Anouk	KEPLER Jan Jelle
DELIKARI Anastassia	KIRMITSAKIS Aristeidis
DERMIENCE Pascal	KONDRUP Claus
DREESSEN Pascale	KORVING Yvonne
DUBOIS Françoise	LANDI-GIETEMA Erika
DURAN-ORTIZ Isabel	LATCHEVA Ludmilla
FEHILY Deirdre	LICHTERMAN Michèle Lydie

LOCATELLI Ivo	ROSSI Domenico
MAKOWSKA Malgorzata	ROTTER Roberto
MARTIN PEREZ Angel	SABEVA Daniela
MASSON Josiane	SACRAMENTO Maria
MAYAUX Philippe	SANCHES Marlon
MERTENS Dominique	SCHERTZ Adrian
METDEPENNINGEN Catherine	SCHMIDT Helle Skouboe
MILNER DUBCOVSKY Silvia	SCHOLTEN Ron
MOËS Alain	SEILER Brigitte
MULLER Dominique	SINNOTT David John
MURPHY Fiona	SLOOTJES René
MURPHY Paul	SMALCVIRASAMY Vayrvonmanee
NAVARRE Philippe	SMITH Julia Elizabeth
O'BRIEN Helen	SNOEREN Birgit
O'KELLY Eimear	SOLANA RAMOS Francisco Javier
ORTANI Caterina	SONNINO Giorgio
OSBORNE Mark	STAS Bruno
PAPASTATHOPOU Kalliopi	STAS Vassenti
PECORARO Anna	TOSETTI Angelo
PECORARO Franco	VALLS ROVIRA Francesc
PEIGNE Paul	VAN DE VELDE Walter
POWER John	VANACKER Lina
PRIVITELLI Anthony	VANMEERBEECK Michel
PROST Thierry	VAZQUEZ MAYA Maria Eugenia
QUITTELIER Georgette	VEITS Franz-Peter
REKOUNIOTIS Andreas	VESCIA Silvana
RIZZO Angelo	WILLOCKS Elizabeth
RIZZO Giuseppe	WIMMER Felicia
ROFI Daniela	ZORBALA Myrto
ROMMERTS Marcel	

Le Cercle des marcheurs du jeudi



Notre cercle de marche organise des sorties pédestres les 1ers et 3èmes jeudis du mois, offrant l'occasion de découvrir forêts, campagnes et parfois villes, au fil d'itinéraires choisis avec soin par nos guides bénévoles. Ces balades se déroulent dans un esprit de

Isabelle De Moor & Marc Aertgeerts

convivialité, au sein d'un groupe à taille humaine. Une cotisation annuelle de 15 € est demandée. Le covoiturage se fait selon les possibilités de chacun. ■

CONTACT

aiacemarcheursdujeudi@gmail.com

Club européen European Club Alan Hick

Le Club européen de l'AIACE Belgique

L'idée est toute simple : une discussion-dîatoire ensemble de temps en temps dans un lieu convivial, chaque fois avec un(e) invité(e) du Club afin d'échanger des idées d'actualité autour de l'Europe et nos expériences, dans un cadre informel et décontracté. Le **17 février**, le Club a accueilli **Jean-Pascal van Ypersele, climatologue belge** de réputation mondiale, qui a livré un brillant exposé sur les enjeux climatiques et le Pacte vert. Le **10 juin prochain**, le Club aura l'honneur d'avoir comme invité **Herman Van Rompuy, ancien Premier ministre belge** et **ancien président du Conseil européen**. Si vous voulez rejoindre le Club, il suffit de manifester votre intérêt en envoyant un simple email (avec votre nom et n° d'adhésion AIACE -BE) à :

monique.theatre@gmail.com

**Merci et au plaisir de vous rencontrer
très bientôt au sein de ce Club européen !**

The European Club of AIACE Belgium

The idea is very simple: a dinner-discussion together from time to time in a friendly place, each time with a guest invitee of the Club in order to exchange some ideas on current Euro-



© AIACE-BE

pean affairs and our experiences in an informal and relaxed setting. On **17 February**, the Club welcomed **Jean-Pascal van Ypersele, the world-renowned Belgian climatologist**, who gave a brilliant presentation on climate issues and the Green Deal. On **10 June**, the Club will have the honour of welcoming **Herman Van Rompuy, former Belgian Prime Minister** and **former President of the European Council**, as its guest. If you are interested in joining the Club, could you kindly send an email (with your name and AIACE-BE membership n°) expressing your interest to:
monique.theatre@gmail.com

**Thanks and looking forward
to seeing you soon at this European Club !**

Les Clubs de la bière et du vin Alan Hick

Si vous êtes intéressés à participer aux rencontres de ces Clubs, n'hésitez pas à envoyer un mail au secrétariat de la section : **AIACE-BE@ec.europa.eu** en mentionnant vos nom, prénom, n° de membre et pour quel club vous manifestez votre intérêt. Les listes ainsi constituées permettront par la suite d'envoyer les invitations spécifiques pour les rencontres et dégustations. Santé !

The Beer and Wine Clubs

If you're interested in participating in the meetings of these Clubs, please send an email to the section secretariat at **AIACE-BE@ec.europa.eu** giving your name, surname and membership n° and indicating which club you'd like to join. The



© AIACE-BE

resulting mailing lists will then be used to send out specific invitations for new meetings and tastings. Cheers! ■

How can Europe's Frog avoid a slow agony?



© Adobe Stock - Elkan Babayev

by **Corrado Pirzio-Biroli**

Former official at the European Commission (1971-2005), economic adviser to President G. Thorn and economic adviser in Washington.

The American plutocracy, the Russian dictatorship and the Chinese autocracy have been over-heating the world's water. Europe looks like a frog. Ignoring the danger that its own pond will reach boiling point, it risks going belly up.

US and Russia have been undermining and sabotaging EU's foundations, making its members subservient to their ambitions. Trade, finance, technology and raw materials have been weaponized. The end of free trade has drained EU's only power. EU's leonine trade agreement with the US and the surrender of its regulatory autonomy by backing down on the digital tax corroborate its loss of influence. It failed to test whether countering illegal trade hawkishness would cost more than submission. As Kissinger warned, *"America has no permanent friends or enemies, only interests. To be an enemy of America is dangerous, but to be a friend is fatal"*. America (let alone Russia) has other priorities than Europe. Alliances are not eternal, nor a guarantee of peace.

« To be an enemy of America is dangerous, but to be a friend is fatal ». Henry Kissinger

With its focus on butter and social issues, and its internal divisions enhanced by its enlargements, Europe has emerged militarily weak. If it cannot ensure its own security, it will also lose its social conquests. In a world of great predators, weak

actors are disdained and trampled on. Europe cannot hope to wrest a geopolitical role matching its economic size without deepening its integration. Failing to do so involves an existential risk. If foreign, defence and financial integration look currently too ambitious and out of reach, urgency demands that any group of member states ready to advance in any of those respects engages in an "enhanced cooperation" to move ahead. Mario Draghi recently said as much. How to turn that on?

A High-Level Group to wake Europe up ?

The three EU Presidents - Costa, Metsola and von der Leyen - and the Foreign Policy Chief, Kallas should make a joint weak-up call, asserting that EU's strategic and regulatory autonomy and its very future are on the line and have reached midnight minus one. They should warn that, without prior repeal of the veto right and the implementation of the Letta and Draghi reports, further accessions would jeopardize Europe's decision-making capacity and the EU's very existence. They should admit that, currently, agreement on foreign and defence integration and plans for a European Savings and Investment Union (ESIU) appear unattainable without constitutional reform. Given the urgency of strengthening EU and MS sovereignty in regard to the great powers, they should recommend: 1) that, to enhance competitiveness, lower prices, provide massive savings and strengthen the 'Brussels effect', the revival of the Internal Market is essential and requires replacing many directives with simplified regulations; and 2) that the implementation of the Draghi report is urgent.

The four leaders should urge the prompt creation of a High-Level Group (HLG) of the willing, led by Mario Draghi, in accordance with EU general principles, and within the context of, but separate from, the EU institutions and with a deadline of one year. The HLG would proceed by qualified majority and

should keep other interested parties informed about its proceedings, including accession candidates and other non-EU members. 'Unwilling' EU, EEA countries¹ and the UK may express interest in (unconditionally) subscribing to any step the HLG may have agreed on for ratification. This might also help accelerate candidate membership prospects and the participation of the UK in specific common policies such as, for instance, defence (without having to reverse the outcome of the Brexit referendum). A UK association with ESIU could notably

reinforce the membership and assets of the London (and other European) stock-exchange, repatriating European savings that have moved to New York and Washington (Treasury Bills). Combining the intergovernmental agreements resulting from the HLG with the functioning of the EU would be messy, but one can expect the "unwilling" to eventually join in so as not to be left out, and eventually make treaty reform possible to enlarge the *acquis*. The legal service should study the details of such an approach and suggest needed adjustments. Any action is better than declaratory announcements about overambitious plans. Their likely failure, because of disagreements, would deceive public expectations and be signs of weakness.

*EU's strategic and regulatory autonomy
and its very future have reached
midnight minus one.*

Immediate anti-coercion measures or ... remain a frog

EU's international posture must change from reactive to pro-active. To become a credible geopolitical actor the EU needs strong security arrangements, a strong economy and larger financial resources. It needs to derisk from American power, enhance cooperation with the Global South, and be ready to use its anti-coercion mechanism to respond to illegal



trade measures. Without replacing one risk with another, the EU must also enhance cooperation with China (like Canadian Prime Minister Carney did), as more reliable partner and take the initiative of talks to adapt the MFN principle² and the WTO (World Trade Organization) to current realities. This strategy would be the most effective wake-up call for the US Congress, already worried by Trump's illegal use of emergency powers. Make no mistake, the Supreme Court ruling leaves Trump free to use other US trade laws (safeguard measures, national security, tariffs against unfair trade practices or retaliation against discriminatory foreign trade practices). He can be expected to use the latter two. The EU will have to respond with anti-coercion or be the frog.

The euro-talk about the lack of means to finance cannons as well as butter camouflages the EU's capability to have both through a European Savings and Investment Union. It alone would allow to increase the EU budget resources and accept deficit financing instead of Member States' contested budgetary contributions. It would allow to internationalize the EURO and help avoid US sanctions unacceptable to us. It would reverse the flow of European savings in US Treasury Bills and US capital and instead foster massive foreign and domestic savings flows into ECB bonds and investments in Europe. Make no mistake, unless the EU proceeds towards ESIU, it must forget becoming a geopolitical power, and will instead embark into a "slow agony", as Draghi warned. ■

² The MFN (most-favored-nation) principle requires countries to treat all WTO (World Trade Organization) members equally by offering them the same trade terms.

¹ 27 EU member states plus 3 EFTA countries : Iceland, Liechtenstein, Norway

L'Europe aura-t-elle une défense commune ?



On célébrera en 2027 le 70^e anniversaire de la signature du traité de Rome. Si la construction politique a vieilli, elle s'est renforcée à travers de nombreuses améliorations, ce qui ne veut pas dire qu'elle est à la hauteur des défis auxquels l'Europe est maintenant confrontée. En ces temps troublés, comment faire pour que la décennie 2030 ne ressemble pas aux années 1930 ?

Une construction politique inachevée

En croyant disposer de tout le temps nécessaire pour muscler le traité, en ne procédant qu'à des améliorations millimétriques, l'UE s'est mise en position de faiblesse face à la dégradation de la situation internationale. Serait-il maintenant trop tard ?

Comment dynamiser la politique étrangère européenne, actuellement en compétence partagée entre l'UE et ses États membres, ce qui l'a confinée dans l'impuissance de la coopération intergouvernementale. En fait, plus on s'est approché des questions régaliennes, plus la résistance des États membres a été forte. Elle l'a été d'autant plus que notre sécurité étant apparemment assurée par l'OTAN, beaucoup ne voyaient pas d'utilité à une politique commune. À l'évidence, ce fut le cas du Royaume-Uni, mais aussi et paradoxalement de ceux qui en avaient le plus besoin, notamment la Pologne et les Baltes, afin de ne pas donner à Washington un prétexte pour abandonner l'Europe.

Par ailleurs, on s'est cru en mesure d'influencer les régimes autoritaires de Pékin (quand Merkel en fin de mandat

par Jean-François Drevet
Membre du Comité de rédaction

a poussé à la signature d'un accord de protection des investissements), de Moscou (avec le doublement du gazoduc de la Baltique aux dépens de l'Ukraine) et d'Ankara (avec le refus de suspendre l'union douanière UE-Turquie et les ventes d'armes, face à la « *diplomatie de la canonnière* » d'Erdoğan en Méditerranée).

En se voulant herbivore dans un monde de carnivores, c'est le contraire qui s'est produit : l'Europe n'est plus écoutée à Pékin, doit opérer une reconversion lente et difficile afin de se passer du gaz russe et s'est pliée aux exigences d'Ankara en payant Erdoğan pour qu'il arrête les migrants. Face à l'agression russe en Ukraine, quand les divergences se sont

développées au Conseil européen, l'UE a été en partie paralysée par l'absence de compétence clairement établie en matière de défense et la « *vétocratie* » du chantage hongrois. Ainsi furent oubliées les contraintes de la géopolitique, ce que l'Europe paie maintenant au prix fort.

Faisabilité de la coalition des volontaires

Cependant, à partir d'une initiative franco-britannique, ultérieurement rejointe par l'Allemagne, se met en place une « *coalition des volontaires* ». À partir de cette manifestation de bonne volonté, l'UE doit trouver des moyens de fonctionner efficacement, ce qui ne va pas être facile. À défaut de diplomatie commune, former une coalition n'est pas une nouveauté. Beaucoup de guerres ont été gagnées ainsi, bien que leur mise en cohérence ait souvent été tardive. Le commandement unique attribué à Foch n'a été institué qu'en mars 1918 et on ne sait pas combien de vies auraient été épargnées si cette décision avait été prise plus tôt. En 1939,

L'UE a été en partie paralysée par l'absence de compétence clairement établie en matière de défense et la « vétocratie » du chantage hongrois.

ce commandement unique n'a pas été rétabli et au printemps 1940, le chacun pour soi prévalut, de la capitulation unilatérale de Léopold III au rembarquement de Dunkerque, puis à l'armistice français et ce qui en a suivi à Vichy. On a fait mieux depuis avec la coordination anglo-américaine de l'effort de guerre



à partir de 1942 et la coalition formée par les États-Unis qui a rassemblé 35 membres des Nations unies pour rétablir l'indépendance du Kuwait en 1991.

Après le plan de relance, avec l'aide à l'Ukraine, l'UE est parvenue à mobiliser des financements sans précédent (670 milliards d'€ à la fin de 2025), en dépit de l'opposition de certains de ses États membres. Si la volonté politique existe, il est donc tout à fait possible d'établir un cadre pour développer une diplomatie commune et réarmer l'Europe. Toutefois, il s'agit quand même d'une affaire compliquée : fonctionner avec les règles de l'OTAN et de l'UE, coopérer avec des pays lointains (Australie, Nouvelle-Zélande), ou suspects (la Turquie) ne sera pas facile, notamment quand on parviendra au stade de la mise en œuvre. Dans l'UE, il ne faut pas espérer l'unanimité des 27 : il y aura toujours l'un ou l'autre pays qui bloquera, ne serait-ce que pour faire payer son accord à un prix très élevé, qu'il s'agisse de la Hongrie ou d'un autre. Plusieurs États membres, notamment l'Autriche et l'Irlande, restent attachés à leur neutralité ou à ce qui en tient lieu

(Malte, Chypre). Comment mettre en œuvre la clause de défense mutuelle (article 42§7) du traité de Lisbonne ? Enfin, la participation du Royaume-Uni

Il ne faut pas espérer l'unanimité des 27 : il y aura toujours l'un ou l'autre pays qui bloquera, ne serait-ce que pour faire payer son accord à un prix très élevé.

impliquera nécessairement un accord Bruxelles-Londres, notamment pour assurer le financement des achats de matériel militaire, ce qui ne va pas de soi. À l'OTAN, les décisions prises par consensus doivent beaucoup à la pression des États-Unis. En montrant son opposition à l'adhésion de la Suède et de la Finlande, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les objectifs de l'Alliance, la Turquie a montré que là aussi l'unanimité pouvait être un facteur de blocage. En supposant que Washington n'y mette pas obstacle, si l'on se dirige vers un « pilier européen de l'Alliance », cela permettrait de coopérer plus étroite-



© Adobe Stock - Onitji

ment avec la Norvège et l'Islande, ou les pays des Balkans candidats à l'adhésion à l'UE. Mais quel rôle réserver à la Turquie, compte tenu de l'importance de sa géopolitique et du comportement hostile de sa diplomatie, notamment quand il s'agit de coopérer avec l'UE¹ ?

Et après les déclarations de Trump, que reste-t-il de l'article 5 du traité OTAN, qui engage les membres de l'Alliance à se porter secours ?

la négociation du JCPOA (Joint Common Programme Of Action), concernant le nucléaire avec l'Iran, puis en faisant endosser le résultat par les autres membres du Conseil de sécurité, avant que Trump ne torpille l'accord en s'en retirant sur le conseil insistant de Netanyahu. Bien que ces trois gouvernements aient connu au cours de ces dernières années d'importantes difficultés internes, et qu'ils ne soient pas encore parvenus à les surmonter, leurs diplomaties ont opéré un rapprochement un peu contraint mais réel, sans qu'on puisse encore savoir s'il est durable. Comme on a pu le voir dans le passé, une forte implication de ces trois pays est nécessaire. Ce que nous savons de leurs trois dirigeants laisse espérer qu'ils possèdent assez de lucidité et de volonté en vue de surmonter les obstacles encore

parce qu'il ne leur reste pas beaucoup de temps. L'aide à l'Ukraine (les 90 milliards d'€ récemment décidés) sera vite consommée. Il serait catastrophique que son armée s'épuise avant que la coalition soit en mesure d'apporter un soutien efficace. La fenêtre d'opportunité qui nous sépare de l'élection présidentielle de 2027 en France sera-t-elle mise à profit, « car le chacun pour soi au nom d'une souveraineté croupion ne peut conduire qu'à une Europe à la découpe à la seule satisfaction de grands prédateurs.² »

À l'OTAN, les décisions prises par consensus doivent beaucoup à la pression des États-Unis.



© Adobe Stock - Design Stock

Rapprochement triangulaire

En l'absence des États-Unis, qui mènent en solo une négociation périlleuse avec la Russie, trois pays se sont rapprochés, qui disposent de moyens un peu plus importants que les autres : l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. Ce groupe des 3 (E3) a montré quelque efficacité dans

nombreux qui empêchent l'émergence d'une diplomatie et d'une défense efficaces.

La nécessité d'un saut qualitatif

Un point essentiel est de savoir quand et comment ces trois dirigeants seront en mesure de faire opérer à l'Europe le saut qualitatif depuis longtemps nécessaire et d'y parvenir dans un délai rapproché,

Les artisans actuels d'une défense commune européenne n'ont plus l'excuse de la surprise comme en 1950, quand la guerre de Corée a contribué au lancement de la Communauté européenne de Défense (CED), finalement avortée à la suite du refus de la France de ratifier le traité. Mais ils ne peuvent plus compter sur les États-Unis. L'expérience des années 1950-1954 témoigne de la difficulté à construire une défense commune efficace tout en respectant les prérogatives des États, une contradiction toujours d'actualité. Si les fondateurs de la CED n'ont pas réussi, ceux d'aujourd'hui qui n'ont plus le stimulant américain y parviendront-ils ? ■

¹ Elle s'oppose par principe à la coopération OTAN-UE, parce qu'elle se refuse à reconnaître l'un de ses États membres, la République de Chypre.

² Éditorial du Monde du 28-29 décembre 2025, p.22.

De Kant à Kalinine

par Daniel Guggenbühl
Membre du Comité de rédaction

Regardons une carte de l'Est de l'Europe : il y existe, coincée entre la Lituanie et la Pologne, et donc limitrophe de l'Union européenne, une enclave russe, le district (oblast) de la ville de Kaliningrad, qui a succédé en 1946 à la ville allemande de Königsberg, capitale de la Prusse orientale, disparue avec la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Königsberg et Kant

Ce sont les Chevaliers teutoniques qui, au milieu du treizième siècle, ont fondé l'ancêtre de cette ville, qui devint une tête de pont de la Prusse à l'Est et adhéra à la Ligue hanséatique. Elle connut un rapide essor économique et intellectuel et abrita dès 1544 une université appelée Albertina. C'est dans cette ville, où il était né, qu'avait été couronné en janvier 1701 le premier roi du royaume de Prusse, Frédéric 1er. Au fil des siècles, la ville vit naître ou vivre entre ses murs de nombreux intellectuels, savants ou artistes. Le plus connu de ces grands esprits fut incontestablement le philosophe Emmanuel Kant (1724-1804), fondateur du criticisme et de l'idéalisme allemand. Il était tellement attaché à cette ville qu'il ne la quitta pratiquement jamais. On peut dire que Kant apparaît comme un des représentants les plus éminents des Lumières allemandes.

Il n'avait pas seulement étudié la philosophie, mais s'était aussi frotté à la théologie, aux sciences et aux mathématiques. Il enseigna la logique et la métaphysique à l'université. C'était un célibataire endurci menant une vie réglée comme un métronome, au point que, dit-on, ses voisins réglaient leurs montres sur sa promenade quotidienne. Sa tombe, qui se trouve à côté de la cathédrale, monument ayant survécu



© Adobe Stock - Peter Hermes Furian

aux bombardements, surtout anglo-américains de la fin de la Seconde Guerre mondiale, a été préservée par les Soviétiques dans cette ville qu'ils ont rebaptisée Kaliningrad après l'annexion en 1946.

Kaliningrad

L'ancienne Königsberg n'a donc pas connu le même sort que les villes devenues Volgograd ou St Pétersbourg après l'effondrement de l'Union soviétique. Mikhaïl Kalinine, lui, était un dirigeant soviétique de haut rang, président du praesidium du Soviet suprême, membre du Comité central du parti communiste et du Politburo : c'est en tant que membre de ce dernier organe qu'il avait donné son accord à l'exécution, en mars 1940, dans la forêt de Katyn, près de Smolensk, de plus de 25.000 officiers et cadres divers polonais faits prisonniers par les forces soviétiques, un crime resté sans suite judiciaire jusqu'à aujourd'hui et dont le souvenir continue à hanter la mémoire collective polonaise. Ce n'est qu'en 1990 que le massacre fut reconnu par Gorbatchev au nom de l'Union soviétique, qui allait vers sa fin.

La Russie est dans cette région limitrophe de l'Union européenne.

Le district russe de Kaliningrad compte environ un million d'habitants, dont la moitié résident dans la ville éponyme. Le district a 280 kilomètres de frontière avec la Lituanie au Nord et à l'Est et 238 kilomètres avec la Pologne au Sud. La Russie est donc, dans cette région, limitrophe de l'Union européenne. Des trains à voie large, comme en Russie, assurent la liaison



© Adobe Stock - Othmanata

avec ce pays à travers la Lituanie. Les différentes gares de la ville ont été préservées des bombardements. Un canal d'une quarantaine de kilomètres relie la ville de Kaliningrad à son port sur la Mer baltique, Baltiisk, le seul port du Nord de la Russie qui ne gèle pas en hiver. Quant à l'immeuble du parti communiste, construit dans le pire style soviétique après l'annexion à la Russie, il a été démoli depuis. À présent, les autorités s'efforcent de faire de Kaliningrad une vitrine de ce que peut être une belle ville russe, avec des parcs et la reconstruction d'immeubles anciens disparus. La meilleure illustration de cette volonté de renouveau fut l'organisation dans la ville, en 2018, de la Coupe du monde de football.

La ville abrite des missiles balistiques et des armes de défense aérienne.

Un avant-poste militaire

Mais Kaliningrad est avant tout l'avant-poste militaire de la Russie situé le plus à l'Ouest de ce pays. Elle abrite le quartier

général de la flotte russe de la Baltique et de défense aérienne. Le tourisme, qui était florissant avant la guerre en Ukraine, a connu une forte régression et l'aéroport sert surtout à des fins militaires. On sait que la ville abrite des missiles balistiques et des armes de défense aérienne. Ce n'est donc plus la paisible cité à forte concentration d'intellectuels d'autrefois. Le projet de zone franche et d'union douanière avec les pays voisins, caressé à un moment donné par les habitants de la ville, n'a jamais abouti : il n'était d'ailleurs pas du goût de l'Union européenne. Il nous paraît plus utopique que jamais, voire anachronique, dans le contexte de tension actuel, alors qu'une guerre sévit non loin de là.

Tout cela est une raison pour l'Occident d'observer attentivement ce qui se passe dans la ville de Kaliningrad et ses alentours. C'est ce que font en particulier les trois pays baltes ainsi que la Pologne, la Finlande et la Suède. ■

L'Amérique aime-t-elle l'Europe ?

Il y a peu de temps encore, la question que nous posons à propos des États-Unis pouvait paraître saugrenue. Aujourd'hui elle nous paraît légitime.

Il y a longtemps que je t'aime

À l'origine, l'Amérique n'était habitée que par des Amérindiens, plutôt mal-traités par les colons anglais, arrivés peu à peu, qui ont imposé leur langue

et leur culture. Puis l'Amérique a connu une immigration massive en provenance d'Europe ainsi que l'arrivée d'un peuple noir. C'est l'Europe qui a laissé sa trace civilisationnelle la plus marquée. Et c'est elle, en particulier la France, qui a aidé les colons anglais à conquérir leur indépendance. La monarchie française a commencé par leur livrer secrètement des armes et des munitions avant leur Déclaration d'indépendance en 1776 et des flottes arrivées de France, en particulier celle dirigée par le comte de Rochambeau en 1780, ont joué un rôle décisif dans la défaite finale de l'armée anglaise à Yorktown en 1781. C'est cependant surtout le flamboyant La Fayette qui, combattant avec brio aux côtés des colons insurgés, est

par **Daniel Guggenbühl**

Membre du Comité de rédaction

resté dans les mémoires. Une histoire d'amour entre l'Europe et l'Amérique était née.

La France elle-même possédait un immense territoire appelé Louisiane qui occupait une partie de l'actuel centre des États-Unis depuis la frontière canadienne jusqu'au Sud. Des colons français qui s'étaient établis au Nord-Est du Canada actuel, les Acadiens, furent déportés par les Anglais et un certain nombre d'entre eux trouvèrent refuge au Sud des États-Unis, où on les appela Cajuns, une déformation d'« Acadiens ». Les noms de certaines villes de Louisiane - sa capitale Bâton Rouge ou Nouvelle Orléans - ou encore le lac Pontchartrain,



rappellent leur existence. On trouve encore aujourd'hui des descendants de cajuns parlant le français et se sentant un peu « européens ». En 1804, Napoléon vendit la Louisiane de l'époque pour une somme astronomique.

Monroe

La politique étrangère américaine prendra rapidement corps. Elle va fluctuer entre interventionnisme et isolationnisme. La première formulation précise d'une doctrine en matière étrangère sera celle du cinquième président des États-Unis, James Monroe (1817-1828), à un moment où la colonisation par l'Europe était encore dans les esprits : le continent américain, dit Monroe, est fermé à toute nouvelle colonisation européenne et les États-Unis ne s'immisceront pas dans les affaires européennes. Le continent américain est une zone d'influence pour les États-Unis, qui se réservent un droit d'intervention. Au vu des événements récents, on se rend compte que la doctrine Monroe n'a rien perdu de son actualité. Elle inspire toujours la politique étrangère du pays et son combat contre les puissances étrangères, même hors du continent américain, susceptibles de menacer les intérêts états-uniens.

De l'isolationnisme à l'interventionnisme

L'Amérique est d'abord restée à l'écart de la Première Guerre mondiale, mais le président Woodrow Wilson (1913-1921) obtint finalement, en 1917, l'engagement américain dans la guerre, à l'issue de laquelle il soutiendra la création de la Société des Nations, dont le traité de ratification sera cependant rejeté par le Congrès américain. Mais l'engage-

ment américain en Europe se confirmera quelque vingt-cinq ans plus tard, en 1941, en pleine Seconde Guerre mondiale, après l'attaque du Japon, allié de l'Allemagne, contre le port de Pearl Harbor. De nombreux soldats américains ont laissé leur vie en Europe au cours de ces deux guerres.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'ennemi extérieur le plus menaçant se révélera être l'Union soviétique. Il fallait donc aider l'Europe occidentale à se relever pour être capable de faire face à ce nouvel ennemi. Cet effort prit deux formes : l'aide économique massive du Plan Marshall et le soutien politique, avec Jean Monnet comme acteur de l'ombre et inspirateur de la Déclaration Schuman de 1950. La construction européenne répondait donc bien, quoi qu'on en dise maintenant à la Maison blanche de Washington, aux intérêts des États-Unis.

Le phénomène Trump

Un vent nouveau s'est levé avec l'arrivée de Donald Trump. Le président américain occupe incontestablement le devant de la scène internationale. Vous avez tous, chers Lecteurs, votre opinion sur ce personnage hors du commun. Ce qui nous frappe, quant à nous, c'est qu'il ne semble pas porter l'Europe dans son cœur, à en juger par certains de ses propos et aussi par la tiédeur de son soutien à l'Ukraine. Dans la *National Security Strategy* de décembre 2025, on est surpris d'apprendre que l'Europe est en voie d'« effacement civilisationnel »



© EU 2025 Photographie : Dati Bendo

(civilisationnel erasure) et que l'Union européenne « sape » (undermines) la liberté politique. L'Asie, en particulier la Chine, devient la préoccupation dominante de Trump. Pourquoi cet homme n'aime-t-il pas l'Europe ?

Parmi les multiples raisons de cette attitude, il y a ce qui semble être un rejet de son ascendance allemande. Son grand-père paternel Frederick Trump était pourtant né en Allemagne en 1869 dans une petite ville de Rhénanie-Palatinat avec le nom de Friedrich Trumpf, un patronyme typique de cette région, sous lequel il fut enregistré lorsqu'il débarqua aux États-Unis en 1885. Donald Trump a toutes les raisons d'être fier de l'esprit d'entreprise de ses aïeux, qui ont bâti le puissant empire Trump. Faudrait-il faire appel à la psychologie pour comprendre la manière dont le président actuel a tendance à occulter son ascendance européenne ?

Si leur président n'a pas de faiblesse pour l'Europe, les citoyens américains, quant à eux, aiment bien la bonne vieille Europe, ses traditions culinaires, son patrimoine ou son mode de vie. Ils apprécient aussi les compétences de ses ingénieurs, qui souvent n'ont rien à envier à ceux de la Silicon Valley. ■

American ambivalence to Europe

In mid-December 2025 Washington published its National Security Strategy (NSS). In this the USA has arguably opened a hiatus in its post-WW2 relationship with Europe. In January the US threat to seize Greenland sharpened. Such is the scenario as we open the 250th anniversary of the foundation of the United States.

by Robert Cox

Member of the Editorial Committee

Europe? Many of us have sensed this US turning against Europe was coming. But we thought the process would be more gradual.

Historical ambivalence

United States history is partly shaped by ambivalence towards Europe. Its origins as a state lie in anti-colonial war and emancipation. In the next (19th) century the US was often antagonism towards British imperialism, including aggressive trade practice. The largely British American colonists saw themselves as victims of the cardinal sin of taxation without representation by a class-ridden government in London, itself faction-ridden. The *American Revolution* was a civil war between different classes and interests within British society, extended to America. For many other Americans the first two centuries of their country's existence are the fruit of immigrants fleeing European persecution, poverty and lack of prospects. Lingering immigrant sentiment towards the "old country" left behind in continental Europe and Ireland was outweighed by abhorrence of what had driven them away in the first place. Other Americans resented the snobbery of many European elites towards the new world across the Atlantic, ruled by uncouth rustics.

More recently other currents have been perceptible. The US continued to shape its identity - partly an moulded by emancipation from its European past. It became unquestionably and consciously the world's lone superpower. The dollar became the only real world currency. Some Americans saw the rise of the Euro as rivalry to the dollar. A current in Republican thinking wanted Europe kept in its place, a form of limited sovereignty. In the MAGA (Make America Great Again) mindset underpin-



© Adobe Stock - TAPU SHAHA

European capitals are still trying to grasp the implications of the 2025 NSS. Its language about Europe is stark, even destructive towards the European Union. Some Europeans persist in thinking this is an unintended blunder.

Why does Trump bear such animosity to Europe's pinnacle of multilateralism, the European Union?

Several reflections come to mind. Why indeed should the citizens of Alabama or Arizona etc. want to defend



© Adobe Stock - Vexoral Images

ning Trump, and the ultra-right *Heritage Foundation* think-tank, ideological Bible of Trumpism, anti-European currents flourish. Perceiving this needed no European paranoia although this has been an ingredient of transatlantic frustrations.

An American's hunch

A good moment to give the floor to an American friend of this author, a former US ambassador. A rule-based international order, says he, is now belittled - especially by the resurgent right. On both sides of the Atlantic. *"Yet the idea is the most progressive and important in international affairs since the Treaty of Westphalia. This has been the guiding principle in international affairs since WW2 - albeit most imperfectly implemented. But that's the point; it's a work in process. And Europe played a major role - in the UN, in partnership with the US, in NATO, and in creating the EU."*

So why, your author asked him, does Trump bear such animosity to Europe's pinnacle of multilateralism, the European Union? *"Good question. My guess is that it is essentially personal. Could be he had some bad experience in the real estate field with Europeans. Or some other bad deal. Or maybe he was rejected socially by real aristocrats."* (Not the first time in history that this has occurred. As perhaps the Viktor Orban case illustrates). *"Or European criticism may be seen as snobbish. His appalling taste is manifest and he obviously resents being told so. Or maybe just his general America Firstism where Russians and Chinese are foreigners and potential enemies but Europeans are somehow in-house or family competitors." And the status envy beloved of imperial courts and accompanying oligarchs.*" The jury is out. Our friend concludes: *"All that (we achieved) is now at risk. And those interested in saving it - the democracies - must take action to do so. A global rules based order cannot be created by Europe alone but it cannot be created without European involvement. And Europe getting its own house in order."*



So here is Europe's chance - once again - to play a major role on world history. Help/lead the US and others to return to sanity." Can we?

What next ?

How do we react? We do not want a transatlantic breach. Not even France, long since Europe's America-sceptic leader, wants to take that perilous plunge. It will take time for any so-called European self-reaffirmation to mature. Will Russia's anti-European recklessness drive Europe towards more collective solidarity? It is not obvious. Apart from anything, Europe remains weakened by the number of its national, domestic, political and social tensions which further undermine its capacity to act collectively. It will take time for Europe to wake up to the reality that globally it has fewer friends than ever and is alone responsible for its own security. Paradoxically Messrs Putin and Trump may be doing Europe a service.

It will take time for Europe to wake up to the reality that globally it has fewer friends than ever and is alone responsible for its own security.

During the last eighteen months many people have stressed that there was one best way for the European Union to respond to the transatlantic challenge is to implement the proposals of Mario Draghi and Enrico Letta to stimulate its competitiveness, regulate wisely and make its single market an efficient reality. This remains true. ■

Malte : un bijou et une démocratie perfectible

par **Renaud Denuit**
Membre du Comité de rédaction



© Adobe Stock - CatHouseProduction

Malte se révèle indassable. En pleine Méditerranée, son revenu moyen par habitant est supérieur à la moyenne de l'Union européenne. Elle en est le plus petit État membre, tant par sa superficie que par le nombre de ses habitants. Voici un archipel dont les trois îles sont de très inégales dimensions, à moins de 100 kilomètres de la Sicile.

Dans son histoire tourmentée, Malte a vu passer les Grecs, les Romains, les Arabes, les Normands, mais ce furent les chevaliers de Saint-Jean, rescapés de Jérusalem, de Chypre et de Rhodes, qui la marquèrent pendant plus de 250 ans. Sa capitale porte un nom français, La Valette (grand-maître de l'Ordre et vainqueur de l'assaut ottoman). Bonaparte, arrivé en 1798, ne put y maintenir ses troupes que deux ans. La victoire anglaise de 1800 donna le coup d'envoi d'une intégration forcée dans l'Empire britannique, jusqu'à la proclamation de la République en 1974. La

langue anglaise y fut imposée, aux dépens de l'italien, et reste langue officielle à côté du maltais ; les véhicules roulent toujours à gauche. Les paysages naturels y sont éblouissants et le patrimoine architectural d'une richesse extrême pour un territoire réduit. Sans surprise, Malte héberge de nombreux touristes tout au long de l'année, contribuant à la prospérité locale. Les anciennes forteresses, les édifices religieux (dont la somptueuse Co-cathédrale Saint-Jean, qui contient des chefs-d'œuvre du Caravage), le Palais des Grands-Maîtres, les ports, les musées, les ruines préhistoriques, les plages et la plongée sous-marine sont autant d'éléments attractifs.

Après un accord d'association avec la CEE presque mort-né, les dirigeants politiques jouèrent, dès 1990, la carte de l'adhésion à l'UE, avec succès puisque la République devint membre de l'Union en mai 2004, après un référendum d'approbation (53,6%). Le 21 décembre 2007, Malte rejoignit l'Espace Schengen. Elle adopta l'euro au 1er janvier

2008. Durant le premier semestre de 2017, Malte présida le Conseil de l'UE et l'année suivante, La Valette fut Capitale européenne de la Culture. Depuis janvier 2022, Roberta Metsola préside la première institution de l'UE, le Parlement européen. Bref, tout se passa comme sur des roulettes, de succès en succès.



© A.I.C.E.BE

Une brillante journaliste assassinée

Pourtant, malgré ses indéniables points forts, Malte n'est pas avare de zones d'ombre. En mai 2017, les Malta Papers, publiés simultanément par 13 journaux européens, révélèrent des pratiques d'évitement fiscal, au détriment des autres pays de l'UE, mais au profit de grandes entreprises et de personnalités publiques, ainsi que des cas de blanchiment et de corruption. Le 16 octobre, une célèbre journaliste d'investigation, Daphne Caruana Galizia, fut tuée dans l'explosion de sa voiture. Elle venait d'accuser d'escroquerie le chef de cabinet du ministre de l'Énergie, après avoir dénoncé bien d'autres formes de corruption. Cet assassinat provoqua une énorme émotion, bien au-delà de Malte. Plusieurs arrestations eurent lieu,

au cours d'une enquête jugée trop lente. Éclaboussé par ce scandale, le Premier ministre, Joseph Muscat, démissionna le 1er décembre 2019. Des livres et des documentaires furent consacrés à l'affaire. Le Parlement européen créa, en 2020, le Prix Daphne Caruana Galizia pour récompenser annuellement l'excellence dans le journalisme d'enquête. Aujourd'hui, dans l'artère principale de La Valette, entre le palais de justice et la cathédrale, un petit mémorial (photos, fleurs, bougies) rappelle la journaliste, martyre aux yeux des nombreux passants.



© ANACE BE

Au-delà de cette tragédie, force est de constater que beaucoup d'argent circule à Malte et que diverses « ficelles » sont utilisées pour attirer les grandes fortunes, parmi lesquelles des entités criminelles. De plus, le système politique manque de contre-pouvoirs effectifs. Dans une population où tout le monde se connaît ou presque, les réflexes de l'entre-soi sont compréhensibles. Certes, le Parlement (monocaméral) est élu pour cinq ans dans des conditions correctes et, suite à une réforme constitutionnelle, le président de la République doit être élu par le Parlement à la majorité des deux tiers. Le Premier ministre a bien plus de pouvoir.

Pressions européennes pour un meilleur État de droit

En 2018, la Commission de Venise du Conseil de l'Europe avait déjà émis des recommandations pour que les juges soient plus indépendants et que les critères de nominations des hauts fonctionnaires soient dépolitisés. Quant au quatrième pouvoir (la presse et les médias), il méritait évidemment plus de respect. La Commission européenne s'est lancée, elle aussi, dans une forme de monitoring, les rapports annuels sur le respect de l'État de droit dans les États membres. Globalement, les succès sont mitigés. Par un long article publié dans le journal *The Malta Independent* (25 janvier 2026, p. 14), Kevin Aquilina, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Malte, démontra l'inefficacité de ce type de rapport, bien qu'il soit sain de rappeler l'évidence : « il y a un déficit démocratique à Malte ».

Depuis l'assassinat précité, le Parlement européen a adopté, à de larges majorités, de nombreuses résolutions dénonçant l'insuffisance des réformes pour briser la culture de l'impunité et lutter contre la corruption et appelant au respect du Règlement européen sur la liberté des médias.

Malte apparaît comme le sixième pays le plus corrompu parmi tous ceux de l'UE : c'est une légère amélioration par rapport au passé.

Le 30 avril 2025, la Cour de justice de l'UE, saisie par la Commission, a condamné le système dit des passeports dorés, permettant d'octroyer la nationalité maltaise (et donc la citoyenneté européenne) à de riches citoyens de pays tiers (Arabie saoudite, Russie, Turquie, Chine, etc.) en échange d'investissements et de sommes d'argent.

Les conditions prouvant le lien avec Malte n'étaient pas assez respectées. Ce système, en vigueur depuis 2013, aurait rapporté à Malte plus d'un milliard d'euros. La Cour a jugé que la citoyenneté n'était pas à vendre et que cette pratique favorisait la corruption et le blanchiment. Malte a décidé de contester cet arrêt. En juillet 2025, Europol a pu démanteler un vaste réseau de blanchiment d'argent opérant au départ de Malte via des casinos en ligne. Dans le dernier classement de Transparency International, Malte apparaît comme le sixième pays le plus corrompu parmi tous ceux de l'UE : c'est une légère amélioration par rapport au passé. Les mesures renforçant la lutte contre le blanchiment ont été prises, mais ne semblent pas encore conformes aux normes européennes.

Enfin, si Malte était ouverte aux riches, elle a combattu vigoureusement les migrations provenant de l'hémisphère sud. En 5 ans, les arrivées irrégulières (généralement par mer) ont pu être réduites de 93%. Il existe des centres de rétention de migrants sur le territoire national. En 2023, une tentative d'évasion fut violemment réprimée. Le Comité contre la torture du Conseil de l'Europe a effectué plusieurs visites de ces centres depuis 2015. En juillet 2025, il a pu constater des améliorations aux installations, tout en dénonçant la persistance d'un fonctionnement de type carcéral, des conditions insalubres dans de grands dortoirs. Il a recommandé des unités plus petites, plus humaines, un accès quotidien à l'extérieur, des activités de sports et de formation (cours de langue, etc.).

Tout ceci est bon à savoir avant de poser le pied à Malte, qui mérite d'être visitée pour sa grande beauté et l'accueil de ses habitants. Son patrimoine éclaire notre histoire. ■

Femmes d'influence européennes

par Monique Théâtre

Rédactrice en chef

Source : Fondation Robert Schuman



© Fondation Robert Schuman

Dans le but d'expliquer comment l'Union européenne contribue depuis de longues années à faire de l'égalité homme-femme une réalité dans tous les secteurs d'activité, la Fondation Robert Schuman a lancé le projet « Femmes d'influence européennes ».

L'Union européenne est fondamentalement ancrée dans le respect des droits de l'Homme et du principe d'égalité, reconnaissant que l'intégration pleine et entière des femmes dans les sphères politique, scientifique, économique et sociale est un facteur déterminant pour l'innovation, la compétitivité et la cohésion au sein de ses 27 États membres. Trop souvent cependant, le récit de la construction européenne a minoré l'impact et les contributions essentielles des femmes qui, à travers leurs actions quotidiennes et leurs réussites professionnelles, façonnent l'avenir du continent. La publication « Femmes d'influence européennes », réalisée avec le soutien de la Commission européenne et éditée en décembre 2025, vise précisément à rectifier cette perspective en offrant une tribune à ces femmes d'exception, et la reconnaissance de leurs

apports à la renommée de l'Europe dans plusieurs domaines. Elle présente 27 portraits d'Européennes influentes, chacune représentant un État membre, illustrant de manière concrète la richesse et la diversité de leurs parcours. Cette sélection propose un large éventail de domaines stratégiques et de professions pour montrer que tout est possible sur notre continent. Elle inclut des figures emblématiques des domaines institutionnel et politique, des chefs d'entreprises audacieuses qui transforment l'économie, des pionnières dans les secteurs scientifique et technique, des spécialistes de la sécurité et du droit, ainsi que des représentantes du secteur culturel et médiatique. À travers ces témoignages, l'objectif de la Fondation est triple : valoriser la contribution des femmes à la construction de l'Union, démontrer que l'Europe est un espace où le succès des femmes ne connaît pas de barrière et, surtout, inspirer les nouvelles générations - « empowerment » - en fournissant aux jeunes Européennes des modèles de réussite ambitieux, affirmant ainsi que les femmes sont l'avenir de l'Europe. ■

<https://www.robert-schuman.eu/la-lettre/1137>



Catherine de Bolle, Directrice exécutive d'Europol

© EU 2024-Photographie : Bogdan Hoyaux

Belgique - Catherine de Bolle, Directrice exécutive d'Europol

Extrait de l'interview réalisée par la Fondation Robert Schuman

Parlez-nous de votre parcours. Pourquoi avez-vous choisi cette voie ?

Enfant, j'ai été arrêtée par la police car les lumières de mon vélo n'étaient pas allumées. À une époque où la police pouvait inspirer la crainte, les agents m'ont démontré le bien-fondé de la loi. Cette interaction a créé ma motivation initiale : je voulais appartenir à une communauté qui aidait les gens. J'ai intégré les forces de police après avoir fait des études de droit. J'ai ensuite réussi les examens pour rejoindre la Gendarmerie et devenir officier. Mon premier poste de direction fut celui de cheffe de corps de la police de Ninove. Après dix ans, j'ai évolué vers des responsabilités nationales. Vice-présidente de la commission permanente de la police locale, assurant la représentation des polices régionales auprès du gouvernement, j'ai voulu ensuite essayer de résoudre les problèmes à l'échelle fédérale jusqu'à être nommée au poste de Commissaire générale de la police belge. Consciente de l'envergure européenne de la grande criminalité et du terrorisme, j'ai finalement présenté ma candidature à Europol.

À quel moment de votre parcours avez-vous eu affaire aux réglementations européennes ?

Au niveau académique, j'ai étudié le droit européen. Mon engagement européen s'est confirmé à la Gendarmerie, car les institutions européennes à Bruxelles confèrent une responsabilité accrue aux services de sécurité belges. Naturellement, en tant que Directrice d'Europol, mon lien

avec les réglementations européennes est quotidien. La Commission détermine notre budget et propose les lois. Par ailleurs, elle nous apporte un soutien décisif sur divers aspects, comme le développement de la stratégie de lutte contre le crime organisé.

Comment s'articulent les relations entre la police nationale et cet embryon de coopération policière européenne que représente Europol ?

Europol est une agence de l'Union qui soutient les forces de police des États membres. Notre mandat couvre essentiellement le crime organisé, le terrorisme et la cybercriminalité. Nous avons une fonction d'appui et de coordination. En pratique, Europol collecte des informations opérationnelles en lien avec son mandat et établit des liens entre les enquêtes nationales. Les pays conservent la pleine propriété de leurs données criminelles et le contrôle des enquêtes judiciaires. L'information collectée par l'Agence est systématiquement retransmise à leurs services de police. Nous développons également de nouvelles technologies pour soutenir les enquêteurs. Dans le sillage des attaques terroristes de 2015-2016 à Paris et à Bruxelles, Europol et les États membres avaient déjà renforcé la coopération transfrontalière pour compléter les capacités nationales dans le domaine antiterroriste. Nous avons ensuite consolidé nos moyens dans la lutte contre le crime organisé. Notre objectif est de faciliter

le rapprochement des États. Nous avons également mis en place une unité dédiée aux drogues et une unité d'analyse opérationnelle. Cette orientation a accru notre impact et fait d'Europol un partenaire fiable pour les États membres.

Quels obstacles persistent encore pour les femmes ?

De nombreuses femmes sont encore contraintes de choisir entre leur carrière et leur vie de famille lors de l'arrivée des enfants. Il est impératif que les responsables et décideurs facilitent l'équilibre vie professionnelle-vie privée, notamment en optimisant les possibilités de télétravail. Ainsi, j'estime encore qu'une femme doit démontrer sa compétence de manière plus probante qu'un homme, particulièrement au sein des services de police. Mon conseil est d'agir avec détermination face à ses convictions et de ne pas se laisser influencer par les préjugés liés au genre. Il est cependant crucial de ne pas uniquement miser sur la solidarité féminine pour progresser. Plus largement, il faut s'inspirer de l'idée de collaboration et de coopération. Nous ne pouvons plus relever seules l'ensemble des défis auxquels nous sommes confrontées. ■

« J'estime qu'une femme doit démontrer sa compétence de manière plus probante qu'un homme ».

European Movement “Declaration of Nice”

On the occasion of the 25th anniversary of the European Charter of Fundamental Rights



by Alan Hick

Former director at the European Economic and Social Committee, member of AIACE-BE Board, AIACE-INT representative to the European Movement International

the European Commission. EU member states are bound by the Charter when implementing EU law and it is regularly cited by the European Court of Justice as a source of fundamental rights. The Charter particularly applies to all EU Institutions and bodies and has been cited, notably Article 41 on the *Right to Good Administration*, in Court cases against administrative abuse of powers.

On 7 December 2025, European Movement International, to which AIACE International is affiliated, celebrated 25 years of the European Charter of Fundamental Rights.

The European Movement, launched at the Congress of Europe in May 1948 and a key mover in shaping the post-war campaign for European Union, was and remains at the forefront for a Europe of democracy, the rule of law, freedom and fundamental rights. Its “Declaration of Nice”, endorsed *inter alia* by the President of AIACE International, Dominique Deshayes, reaffirms these founding values of the European Union.

“Twenty-five years ago in Nice, the Charter of Fundamental Rights of the European Union was proclaimed. Since the Treaty of Lisbon came into force in 2009, its application has helped to strengthen and guarantee the rights of everyone in the European Union. Together with the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, established in 1950 (on a proposal by the European Movement), the Charter constitutes a system of rights protection that is unique in the world. It is the constitutional foundation of the European Union, giving full meaning to European citizenship.”

The Charter, was solemnly proclaimed on 7 December 2000 by the European Parliament, the Council of Ministers and

Le Traité de Lisbonne confère à la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne une valeur juridique contraignante équivalente à celle des traités, renforçant ainsi la protection des droits des citoyens européens.

But, of course, as the European Movement stresses, it is “*in the face of growing challenges to the rule of law, freedoms and fundamental rights in Europe and beyond*” that the Charter is seen as an essential bulwark against “*internal and external threats.*” Given the perilous state of international affairs and the overt threat to a rules based international order, the significance of the Charter is all the more precious.

This why, the European Movement Declaration calls on the EU Institutions, Member States and civil society to realize the Charter’s full potential to “*ensure respect for the rule of law in all countries of the EU*”, also in the commitment of European funds, in the “*mandatory conditions for membership of the EU*” and in “*partnership agreements with third countries.*” In conclusion, the Declaration of Nice calls for formal EU accession to the European Convention on Human Rights and for a “*new constitutional treaty inspired by the Charter of Fundamental Rights.*” ■

<https://mouvement-europeen.eu/>

Nous, représentants de la société civile signataires et partisans de la liberté et de l'unité européenne :

- Appelons les institutions européennes, les États membres et la société civile, à soutenir et à appliquer sans réserve la Charte européenne des droits fondamentaux et à en tirer tout le potentiel.
- Exigeons que les institutions européennes prennent les mesures qui s'imposent pour faire respecter l'État de droit dans tous les pays de l'Union européenne, condition indispensable à la bonne application de la Charte, et notamment s'engagent à généraliser la conditionnalité de tous les fonds européens au respect de l'État de droit, des principes démocratiques et des droits fondamentaux, et à modifier la procédure relevant de l'article 7 du TUE pour en confier l'application à la Cour de Justice de l'Union européenne, indépendante des gouvernements des États membres.
- Exigeons que toutes les politiques de l'Union européenne respectent les droits et les libertés garantis par la Charte européenne des droits fondamentaux.
- Exigeons que la Charte européenne des droits fondamentaux, ainsi que les principes et valeurs énoncés dans les traités européens, restent des conditions impératives à l'adhésion à l'Union européenne.
- Demandons aux institutions de l'Union européenne de promouvoir davantage les valeurs de l'Union



© Adobe Stock - Viktor

et les droits fondamentaux sur la scène internationale, notamment dans les organisations ou négociations internationales, et dans les accords de partenariat avec les États tiers, afin de renforcer la protection des droits fondamentaux et le respect des principes démocratiques dans le monde.

- Demandons que l'Union européenne renforce son action pour faire connaître la Charte et les droits qu'elle consacre aux citoyens européens, former les magistrats et praticiens du droit en Europe, pour soutenir la société civile qui œuvre pour la promotion de la Charte et l'accès aux droits, ainsi qu'en faveur de l'éducation civique européenne.
- Appelons l'Union européenne à adhérer à la Convention européenne des droits de l'Homme et au Pacte

des Nations unies, conformément aux engagements qu'elle a pris par le passé.

- Demandons que soit ouverte la voie à un processus démocratique et constituant en vue de l'élaboration et de l'entrée en vigueur entre les peuples et les États qui le voudront d'un nouveau traité constitutionnel inspiré de la Charte européenne des droits fondamentaux, noyau des valeurs et principes communs, dans le but de réussir les élargissements à venir.

Chérissant la liberté garantie par ce système de protection des droits en Europe, nous nous engageons à œuvrer, par tous les moyens en notre possession, à la défense, à l'application et à la promotion de la Charte européenne des droits fondamentaux. ■

Ubiquitous Chips: *Europe must quickly react and make enormous efforts*

Semiconductor integrated circuits, or chips, are silicon wafers imprinted with transistors. Modern devices contain chips ranging from millions to tens of billions of transistors, with the most advanced AI chips reaching hundreds of billions. Chips are now embedded across consumer electronics, automotive, industrial, medical, agricultural, and military sectors, making semiconductors essential to economic competitiveness, national security, and everyday life.

by Marcel Van de Voorde & Christophe Wyon

Marcel Van de Voorde is a former colleague from DG Research and the JRC. He is Professor Emeritus at Delft University of Technology, CERN in Geneva and the Max Planck Institute in Stuttgart.

Christophe Wyon is a member of CEA-LETI Grenoble, Research institute for electronics.

performance and energy efficiency, enabling more powerful and compact devices. "Leading-edge" chips use the most advanced process technologies for microprocessors and high-performance memory, while "legacy" chips rely on older technology nodes and serve automobiles, aircraft, consumer

electronics, medical devices, and many embedded systems. Because the industry evolves rapidly, today's leading-edge nodes become tomorrow's legacy nodes.

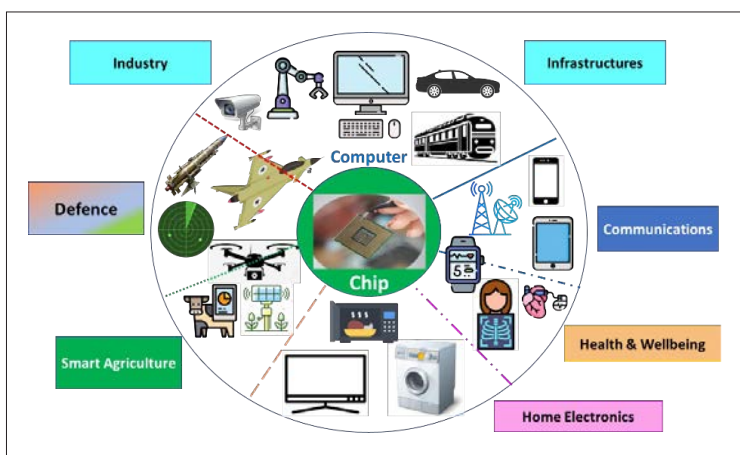
However, the cost of research, design, and manufacturing for leading-edge chips has grown exponentially over the last three decades. Rising development and capital expenses have driven many Japanese, European, and some U.S. companies to outsource leading-edge production to Taiwanese and Korean foundries and to rely on Asian providers for packaging. As a result, critical elements of the semiconductor supply

chain have become highly fragmented and globally dispersed.

Artificial Intelligence (AI) revolution and geopolitical shifts

The AI revolution, accelerating since about 2015, has intensified demand for specialized AI chips. Training large AI models consumes massive compute resources, pushing demand toward the most advanced process technologies and costly chip designs. Market forecasts expect semiconductor demand to expand significantly, with projections to double within a few years and approach or exceed \$1 trillion by 2030.

Geopolitical responses to semiconductor dependence have reshaped investments and trade policy. In 2014, China launched large-scale investment programs (\$140B) to build domestic semiconductor capacity. The COVID-19 pandemic and resulting supply disruptions exposed vulnerabilities and



© AIACE BE

Chip Manufacturing

Chip manufacturing spans a complex global value chain. It begins with extracting and refining raw materials to obtain high-purity Silicon, Germanium, Tungsten, Indium, etc. and specialty gases and chemical precursors. Numerous suppliers provide, wafers, lithography masks, gases, and processing tools. Designers create chip layouts that foundries process on Silicon or alternative substrates such as Silicon carbide, Gallium arsenide, etc. After fabrication, wafers are diced into chips, electrically tested, packaged, and assembled onto printed circuit boards for end customers.

The dramatic spread of chips stems from an enormous cost reduction by a 10^7 factor per transistor over decades, driven by exponential increases in transistor density and shrinking transistor dimensions - from micrometer scales in the 1980s to nanometer scales today. Smaller transistors yield better

underscored chips' strategic importance. The U.S. enacted a Chips Act in 2022 with substantial funding (\$248B) to reshore advanced chip manufacturing and announced export controls on high-end chips and manufacturing tools to limit access by strategic competitors. In response to U.S. export controls, China implemented export restrictions on certain critical raw materials (Gallium, Germanium, Tungsten, etc.) in 2025, further intensifying competition. The semiconductor sector has thus become a central theatre in U.S.-China technological and economic rivalry.



© Adobe Stock - horizon

Competitiveness of the European semiconductor ecosystem

The European Union introduced its own Chips Act in 2022, proposing roughly \$46B in incentives to attract manufacturing capacity and to increase Europe's share of global production to 20% by 2030, including ambitions to produce leading-edge logic components. Achieving these goals by 2030 now appears unlikely. Nonetheless, the EU initiative represents an initial recognition of semiconductors' strategic significance and a necessary first step toward strengthening European sovereignty.

Europe must accelerate and expand its semiconductor strategy. An EU Chips Act 2.0 should offer incentives comparable to those in the U.S. and China and pursue a coherent long-term plan to bolster resilience. Policy should leverage Europe's existing strengths in equipment manufacturing, materials production, and research and development while addressing weaknesses in advanced chip design, manufacturing scale, packaging and domestic raw-material extraction and refining. The EU semiconductor industry's demand for critical raw materials now significantly exceeds current supply levels within Europe, and this upward trend is expected to accelerate. The EU remains heavily reliant on external sources and faces increasing risks to its supply base in certain regions of the world. Moreover, China has established an almost monopolistic position across the supply chain for these essential materials. In 2024, in an effort to reduce its dependency, the European Commission introduced the Critical Raw Materials Act, which sets relatively modest targets for ore extraction and refining.

To meet the growing demand, a more ambitious strategy should be launched without delay, and the EU should establish cooperative partnerships with trusted countries capable of supplying these critical raw materials. Europe currently lags in cutting-edge chip design and has a relatively small AI hardware ecosystem. Demand within Europe for leading-edge chips remains low, and without stronger participation in global AI supply chains, European chipmakers risk losing market share. Competition from lower-cost Chinese manufacturers threatens both legacy chip production and remaining domestic capacity. European firms' expertise in embedded and legacy chips could be redirected to edge-AI applications that process data close to its source, an area where Europe could gain strategic advantage. To capitalize on edge-AI, however, European manufacturers must invest substantially to move into more advanced process technologies than those they currently employ.

China has established an almost monopolistic position across the supply chain for these essential materials.

Absent a unified, ambitious, long-term plan and investment comparable to global competitors, Europe risks shrinking to less than 5% of global chip production by 2040, endangering economic prosperity, technological sovereignty, and security. The surge in demand for AI and edge-AI offers a strategic opportunity for Europe to rebuild market share and strengthen its semiconductor ecosystem; missing this chance would carry severe consequences. ■

Belém COP 30 : missed opportunities



by **Robert Cox**

Member of the Editorial Committee

dies, essentially involved in climate change, notably the authoritative Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Before Belém, the EU, as we reported in *Apropos* 112, has backed away from its Green Deal ambitions, and this was patently obvious to other COP30 participants in the run-up to and opening of the conference. All of this enabled certain Global South actors such as China and India to hide their own shortcomings in combatting climate change behind a barrage of anti-western rhetoric.

© Adobe Stock - The Little Hut

The United Nations annual Conference of the Partners (COP) took place in November at Belém in Brazil's Amazon rain forest. It produced few reasons to rejoice - for the victims of climate change, for global economic order, nor for the image and credibility of the European Union (EU).

Pulling back

Most evidence says that renewable energy production is booming and getting cheaper. But supply cannot keep up with booming energy demand, particularly for electricity. So fossil fuel consumption thrives. To quote one energy analyst (EM-BER): "at COP30 in Belém the focus was on implementing past pledges, but the final climate deal ...lacked explicit mention of fossil fuels and did not secure stronger emissions reduction plans." Hence the conclusion that COP30 failed to sustain the central aim of

meeting the 1.5°C target for capping world temperature rise above pre-industrial levels.

COP30 failed to sustain the central aim of meeting the 1.5°C target for capping world temperature rise above pre-industrial levels.

Behind this generally negative conclusion two specific factors deserve closer attention: how much damage was done by the US obstruction (essentially, a boycott of COP30 proceedings); how much did an EU weak performance contribute to poor results? Both, is the short answer. US President Trump's offensive in favour of his country's massive fossil fuels industry (with its financial support for his political and private interest) has intensified since he took office. In early January Washington cast a new blow, withdrawing major support from over 60 bo-

What next?

If recent environmental disasters are anything to go by, further hard climate lessons are to be expected in 2026. South east Asia and Madagascar already face massive tasks of restoring life after this year's big cyclones. In southern France diminishing winter snowfall on the Pyrenees reduces spring melt runoff, the water flow needed for agriculture and livelihood in départements such as the Aude, already hit by increasing summer temperatures. This just to cite two vivid examples. At the same time pressures to curb zeal in implementing transition away from fossil fuels continues to harden. Several examples in Europe are illustrative.

Motor car manufactures are winning their fight to weaken the EU



© Adobe Stock - Imran

renewables, away from carbon fuels, starts to become evident. An unpredictable factor is the evolution of oil and gas prices. Many oil producers remain upbeat about future investment.

BP has downgraded its

the health of a world economy overshadowed by persistent fears about the new financial bubble stoked particularly by frenetic investment in artificial intelligence.

The fossile fuels lobby is putting up a fight - not just in the US.

2035 deadline for stopping manufacture of internal combustion engine cars. And this against a background of evidence (Bruegel think-tank) of over-investment in electric motor cars that fewer customers seem to want. Motor industry job losses are big. Enthusiasm for combatting climate change in the European Parliament is waning, not only because of hostility from the hard right. Public opinion remains primarily concerned about the cost of living, the threat of war and, for some, the spectre of immigration. The tide of enthusiasm which bore the Green Deal into existence has ebbed.

Yet there is some movement. The EU is introducing a carbon border tax in the teeth of opposition from such as China, Saudi Arabia, India and - of course - the United States. At the same time there is much evidence (see International Energy Agency) that China is accelerating solar and wind power - while still building new coal-fired electricity generation as backstop for soaring electricity demand and peaks.

The months ahead may let us discern a so-called tipping-point - when the weight of shift towards

renewables programme and is returning to its old love - oil. But the tipping points towards renewables could become more evident in Europe than elsewhere. To sustain that will require wise policy choices. A number of European Commission initiatives are due during the months ahead. Vice-president Teresa Ribera is committed to sustaining the Green Deal and curbing excesses of deregulation. A revision of the emissions trading scheme is due. Heating and cooling initiatives are under review. Major wind turbine schemes are advancing. Breakthroughs in battery and storage technologies are promising. But the fossile fuels lobby is putting up a fight - not just in the US.

Much will depend on the growth of energy demand - and that on

Institutions under fire

The weakness of COP30 underlines another world phenomenon - the further erosion of international institutions, flagbearers of rule of law. Trump's role in undermining this order is patent. But even before his second term, strains were evident. By its nature as an experiment in multinational rule-based order, the European Union is exposed to this erosion. But thereby, has a particular responsibility in trying to do something about it.

So, is COP useless? No. An institution - amongst others - under threat by the US, and by equivocation elsewhere - it is the one institution where the human planet can assemble and focus on the key issue of climate change. ■



© Adobe Stock - Francesco Scatena

Rapport Copernicus : 2025, troisième année la plus chaude jamais enregistrée

La Terre se rapproche de la limite de température fixée par l'accord de Paris

par József Barna

Journaliste Commission en Direct

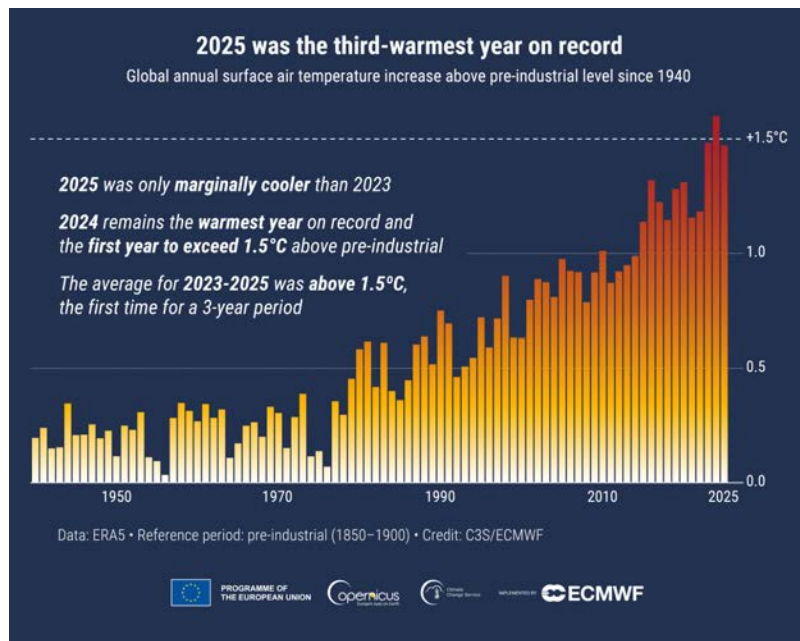
(Traduction de l'anglais)

pour la première fois en trois ans depuis le début des mesures.

Selon le rapport, la chaleur intense de la période 2023-2025 est liée à deux facteurs principaux. Premièrement, les gaz à effet de serre continuent de s'accumuler dans l'atmosphère à mesure que les émissions augmentent et que les puits de carbone naturels, tels que les forêts, peinent à absorber le CO₂. Deuxièmement, les températures à la surface de la mer ont atteint des niveaux sans précédent, alimentées par des conditions météorologiques fortes et plus chaudes et par le réchauffement à long terme des océans causé par le changement climatique. Ces tendances au réchauffement suggèrent que l'objectif de l'accord de Paris visant à limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 °C pourrait être atteint d'ici la fin de cette décennie, soit plus de 10 ans avant la date prévue lors de la signature de l'accord.

Des records que personne ne souhaite atteindre

Le rapport Copernicus, coordonné avec l'Organisation météorologique mondiale des Nations unies et d'autres organismes nationaux



Selon un rapport publié par le service de surveillance climatique Copernicus de l'UE, le monde est en passe d'atteindre le seuil de 1,5 °C fixé par l'accord de Paris sur le climat plus d'une décennie plus tôt que prévu, après que les températures mondiales sont restées proches de niveaux records tout au long de l'année 2025.

Publiées par le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMET), qui gère les services climatiques Copernicus¹ pour la Commission, les

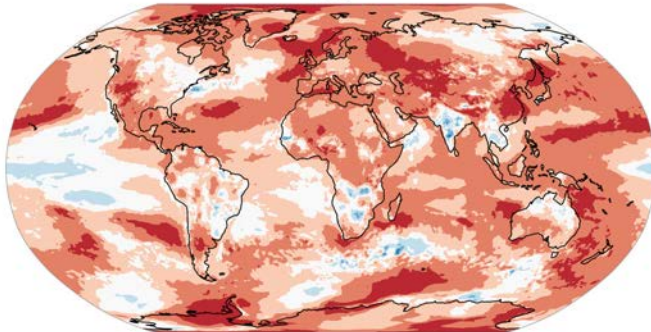
dernières données du rapport Global Climate Highlights révèlent que les températures mondiales n'ont que légèrement baissé par rapport aux records absolus des années précédentes, 2025 devenant la troisième année la plus chaude jamais enregistrée. L'année dernière, les températures ont été inférieures de seulement 0,01°C à celles observées en 2023, et si 2024 reste l'année la plus chaude jamais enregistrée, 2025 la suit de près avec des températures nettement supérieures aux moyennes historiques. Les données Copernicus montrent que les températures mondiales au cours des trois dernières années ont été en moyenne supérieures de plus de 1,5 °C aux niveaux préindustriels,

¹ Programme d'observation de la Terre de l'Union européenne

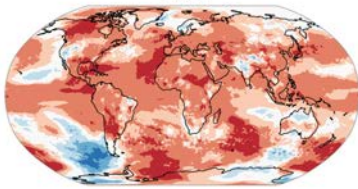
Anomalies and extremes in surface air temperature in 2023–2025

Data: ERA5 1979–2025 • Reference period: 1991–2020 • Credit: C3S/ECMWF

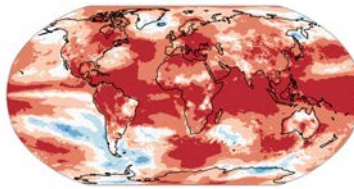
2025



2023



2024

PROGRAMME OF
THE EUROPEAN UNION

de surveillance du climat à travers le monde, souligne que les températures de l'air au-dessus des terres ont été les deuxièmes plus élevées jamais enregistrées. L'année 2025 a été marquée par des influences de réchauffement plus faibles dans le Pacifique tropical que les deux années précédentes, l'année ayant été largement dominée par une phase plus neutre du cycle El Niño-La Niña, ce qui signifie que l'océan Pacifique n'a été ni anormalement chaud ni anormalement froid. Malgré cela, les températures sont restées bien supérieures à la moyenne dans de nombreuses régions en dehors des tropiques, les températures polaires plus élevées compensant en partie le refroidissement relatif des zones tropicales. Plus précisément, les pôles ont

connu des conditions extrêmes. L'Antarctique a enregistré ses températures annuelles les plus chaudes jamais enregistrées, tandis que l'Arctique a enregistré ses deuxièmes températures les plus chaudes. Le rapport a également révélé que l'étendue combinée de la glace de mer aux deux pôles a atteint son niveau le plus bas pour un mois de février depuis le début des observations par satellite à la fin des années 1970. L'Europe a également connu une chaleur soutenue : 2025 a été la troisième année la plus chaude jamais enregistrée sur le continent, avec des températures moyennes supérieures de 1,17 °C à celles de la période de référence 1991-2020, mais toujours inférieures aux maximums atteints en 2024. Partout dans le monde,

la chaleur ne s'est pas limitée aux températures. Le rapport souligne que la moitié des terres émergées ont connu plus de jours que la moyenne avec au moins un fort stress thermique - défini comme une température « ressentie » de 32 °C ou plus - un niveau associé à un risque plus élevé de maladie et de décès. L'Organisation mondiale de la santé identifie le stress thermique comme la principale cause de décès liés aux conditions météorologiques.

Ces conditions ont été observées au cours d'une année marquée par une série d'événements extrêmes, notamment des vagues de chaleur record, des tempêtes violentes et des incendies de forêt majeurs en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Le rapport ne mentionne pas les événements météorologiques individuels, mais l'ampleur et la fréquence des phénomènes extrêmes fournissent un contexte opportun pour répondre aux préoccupations croissantes du public concernant les risques climatiques.

Dans son communiqué de presse sur les conclusions, la Commission a souligné que l'UE poursuivait ses efforts pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris et qu'elle était pleinement déterminée à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Cette année, elle présentera un nouveau cadre européen pour la résilience climatique et la gestion des risques afin de mieux préparer l'UE aux risques climatiques et de renforcer sa résilience climatique. ■

SANTÉ : la Belgique à la pointe en matière de recherche, la prévention à renforcer

par Monique Théâtre

Rédactrice en chef

(Source : Représentation de la CE en Belgique)

© Adobe Stock - jianghaistudio



Le 11 décembre 2025, la Commission européenne a publié une vue d'ensemble de l'état de la santé et des soins de santé en Europe en 2025, accompagnée d'analyses par pays. La Belgique confirme ses excellentes performances en matière de qualité des soins et d'innovation, mais le rapport pointe aussi plusieurs défis persistants : une prévention insuffisante, des inégalités d'accès et une pénurie de personnel de soins.

La Belgique soigne mieux qu'elle ne prévient

La Belgique affiche de bons résultats en ce qui concerne la mortalité évitable par traitement: en 2022, le nombre de décès évitables dus à des maladies traitables telles que les maladies cardiaques, le cancer colorectal et le cancer du sein était inférieur d'environ 30 % à la moyenne de l'UE, ce qui montre l'efficacité du système de soins aigus. Cependant, en ce qui concerne la mortalité évitable par prévention, la Belgique fait moins bien que ses voisins d'Europe occidentale. Les principales causes de mortalité évitable par prévention en 2022 étaient le cancer du poumon, la BPCO¹ et les affections associées à la consommation d'alcool. Cette situation est liée aux investissements relativement limités dans la prévention, qui représentent moins de 2 % du total des dépenses de santé, contre 4 % en moyenne dans l'UE. Les dépistages du cancer du sein, du col de l'utérus et du côlon en Belgique se situent autour de la moyenne de l'UE, mais restent inférieurs à l'objectif européen de 90 %. De plus,

des différences apparaissent clairement à l'échelle régionale, avec une couverture plus élevée en Flandre. En outre, la consommation d'antibiotiques repart à la hausse et atteint à nouveau les niveaux d'avant la pandémie, avec 20,6 doses quotidiennes par 1 000 habitants. Les pratiques de prescription des médecins semblent donc largement inchangées, alors qu'une réduction de cette consommation reste essentielle pour lutter contre la résistance antimicrobienne.

Facteurs comportementaux et environnementaux

En 2021, 26 % de tous les décès en Belgique étaient attribuables à des facteurs comportementaux et environnementaux, un chiffre légèrement inférieur à la moyenne de l'UE (29 %). La pollution atmosphérique, y compris les particules fines et l'ozone, continue de peser sur les maladies cardiovasculaires, les cancers et les affections respiratoires. La Belgique présente un taux d'obésité adulte légèrement supérieur à la moyenne de l'UE (15,5 % contre 14,6 %) et accuse un retard en ce qui concerne les modes de vies sains, avec, entre autres, une activité physique insuffisante chez les adultes et une forte consommation d'alcool chez les jeunes. Les disparités socio-économiques restent également déterminantes: obésité, sédentarité et tabagisme sont plus fréquents chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation. Les différences entre les femmes et les hommes âgés sont également frappantes : 41 % des femmes de plus de 65 ans sont confrontées à des limitations dans leurs activités quotidiennes en raison de maladies chroniques, contre 25 % des hommes et 31 % des femmes au niveau de l'UE.

On recherche du personnel

La Belgique souffre d'une pénurie de ressources humaines dans le secteur de la santé. En 2023, elle comptait 3,4 médecins pour 1 000 habitants, ce qui est inférieur à la moyenne de l'UE (4,3). De plus, en 2021, plus de 40 % des médecins avaient plus de 51 ans, ce qui annonce de possibles tensions à moyen terme. Bien

¹ broncho-pneumopathie chronique obstructive



© Adobe Stock - Drazen

que la Belgique compte un nombre relativement élevé d'infirmiers et d'infirmières, les hôpitaux font face à des difficultés de recrutement persistantes, qui affectent la qualité des soins et la disponibilité des lits. Le nombre de lits a diminué de 8 % en 2022, bien que le nombre total reste légèrement supérieur à la moyenne européenne. Les écoles d'infirmiers et d'infirmières n'ont toujours pas retrouvé leur niveau d'inscriptions d'avant l'allongement des études, tandis que la pandémie semble avoir rendu la profession moins attractive.

Numérisation et innovation

La pandémie de COVID-19 a accéléré la numérisation des soins. Aujourd'hui, les citoyens peuvent facilement prendre rendez-vous et consulter leur dossier médical en ligne. En outre, la Belgique est à l'avant-garde de la recherche et du développement pharmaceutiques, avec cinq fois plus d'investissements par habitant que la moyenne européenne. Cette position de force est soutenue par un vaste réseau de centres de recherche, de talents scientifiques et de collaborations public-privé.

La Belgique présente un taux d'obésité adulte légèrement supérieur à la moyenne de l'UE (15,5 % contre 14,6 %) et accuse un retard en ce qui concerne les modes de vie sains.

Situation financière

En 2023, les dépenses de santé par habitant en Belgique étaient supérieures de près de 20 % à la moyenne de l'UE et représentaient 10,8 % du PIB. La part non remboursée du coût des médicaments est supérieure de 22 % à la moyenne de l'UE (16 %). Pourtant, seuls 1,5 % des Belges rencontrent des problèmes d'accès aux soins dont ils ont besoin en raison des coûts, de la distance ou des délais d'attente, soit moins de la moitié de la

moyenne de l'UE (3,6 %). Il s'agit principalement de personnes à faibles revenus nécessitant des soins dentaires, qui sont moins bien remboursés en Belgique que dans de nombreux autres pays de l'UE.

Quatre priorités européennes

Au niveau européen, le rapport recense quatre axes prioritaires:

- ❶ **la lutte contre les maladies non transmissibles** : le cancer, les maladies cardiovasculaires et le diabète restent les principales causes de décès en Europe. Le nouveau plan cardiovasculaire est axé sur le diabète, l'obésité et la jeunesse. En 2022, plus de 725 000 décès dans l'UE auraient pu être évités grâce à une meilleure prévention. L'augmentation de l'obésité et de la consommation de tabac chez les jeunes, dont plus d'un cinquième utilisent des cigarettes électroniques à partir de 15 ans, montre la nécessité d'actions ciblées. En outre, une prévention accrue contribuerait à ralentir la réduction attendue de la population active, estimée à 12 % d'ici à 2040 ;
- ❷ il est nécessaire de **renforcer les soins primaires et les communautés de soins** face au vieillissement de la population, aux pénuries de personnel et au nombre croissant de maladies chroniques. La coordination des soins primaires joue un rôle crucial en particulier dans les régions périphériques ;
- ❸ **une numérisation accélérée** peut contribuer à rendre les soins plus efficaces et plus accessibles et à stimuler l'innovation au sein des systèmes de santé ;
- ❹ **l'amélioration de l'accès à des médicaments abordables** reste une priorité, étant donné que les dépenses pharmaceutiques représentent 13 % du total des dépenses de santé dans l'UE.

Contexte

La vue d'ensemble sur l'état de la santé dans l'UE est le résultat d'une collaboration entre la Commission européenne, le département de la santé de l'OCDE et l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé. Cette édition se fonde sur les données disponibles jusqu'à la deuxième moitié du mois de septembre 2025. Financés par le programme **EU4Health**, ces rapports constituent une base solide permettant aux décideurs politiques de rendre les systèmes de santé plus efficaces, plus accessibles et plus résilients. ■

'Experience Europe' 2.0

Discover the Commission's exhibition centre



par **Patrizio Fiorilli**

Journaliste Commission en Direct

Traduction de l'anglais

lètes. Au-delà de cette raison fondamentale, nous voulions également refléter les nouvelles tendances technologiques, ajouter certains aspects qui manquaient et nous concentrer davantage sur les jeunes. Au total, 65 % du contenu a été adapté ou modifié. »

Approche haptique et interactivité

En déambulant entre les différentes stations interactives d'Experience Europe, on se rend vite compte que le plaisir est roi : le stand « Comment les membres du Collège sont-ils sélectionnés ? » propose un jeu de cartes, un peu plus loin, vous pouvez participer à une course de drones dont le carburant consiste à répondre correctement à des questions sur l'UE... « Nous savions qu'il était temps de moderniser Experience Europe », explique Marion. « Évidemment, nos premières questions ont été : quoi ? comment ? Toute l'équipe s'est donc inspirée de ce que font certains musées, et nous avons constaté qu'une approche haptique, c'est-à-dire qui fait appel au toucher et aux sensations, est de plus en plus utilisée. Il ne suffit plus de privilégier la technologie visuelle : les gens aiment toucher, expérimenter certaines choses avec leurs mains, voire avec tout leur corps... Nous avons donc décidé de nous lancer ! » Cette « dimension tactile » domine de nombreuses stations d'Experience Europe, la plus frappante étant peut-être le téléphone en bakélite à l'ancienne qui fournit des informations sur le centre de contact Europe Direct : « Les jeunes l'adorent ! Certains d'entre eux n'ont jamais vu, et encore moins touché, de tels téléphones d'antan », explique Marion.

Tous à bord de l'Express 'Experience Europe' ! À l'approche de son quatrième anniversaire, le centre d'exposition de la Commission situé au rond-point Schuman a modernisé l'expérience interactive qu'il propose aux visiteurs du monde entier. Commission en Direct l'a visité (et a même essayé certains des nouveaux jeux proposés !) et s'est entretenu avec notre collègue Marion Plaza (DG COMM), qui fait partie de l'équipe chargée de mettre à jour le contenu du centre.

“Nous savions qu'il était temps de moderniser Experience Europe”.

C'est par une froide mais magnifique matinée de février que Marion nous guide à travers l'étage rénové qui abrite Experience Europe. Lorsqu'on lui demande pourquoi ces mises à jour et innovations étaient nécessaires, sa réponse est simple : « Nous avons commencé à travailler sur ce projet il y a plus d'un an, car il y avait un nouveau Collège, ce qui signifie de nouvelles priorités et de nouvelles initiatives législatives. Experience Europe doit se tenir constamment au courant des nouvelles évolutions politiques afin que les visiteurs ne reçoivent pas d'informations obsolètes.

© EU 2025



Avant de conclure la visite guidée d'Experience Europe, Marion ajoute : « Nous n'avons pas encore évoqué le facteur humain, qui est peut-être le plus important. Nous avons une équipe de jeunes dont le travail consiste à accueillir les visiteurs et à les accompagner tout au long de leur visite. Et ils le font avec beaucoup de chaleur et de convivialité... Ils contribuent grandement au succès d'Experience Europe ! » ■

Mais Experience Europe 2.0 ne se limite pas aux stations et à la technologie. Jusqu'à récemment, les activités n'étaient disponibles qu'en quatre langues. Aujourd'hui, tous les contenus existent en sept langues (français, anglais, allemand, espagnol, néerlandais, italien et polonais), et une partie importante est disponible en 24 langues. Le choix des langues s'est basé sur les statistiques de fréquentation. De plus, Experience Europe propose désormais une expérience interactive de 45 minutes pour les groupes de jeunes âgés de 15 ans et plus, conçue pour susciter des discussions sur l'UE.

Comment tout cela s'est-il passé ?

« Cela a nécessité plus d'un an de travail et, bien sûr, un effort collectif considérable », souligne Marion. « Nous avons travaillé avec des prestataires externes pour la création du logiciel et du matériel, par exemple. Les services de la Commission ont également été impliqués : le Secrétariat général et la DG GROW nous ont aidés pour certains contenus, les DG COMM, REGIO et les représentations de la Commission à travers l'Europe ont fourni des vidéos sur des projets locaux de l'UE, et les DG ECHO et DEFIS nous ont proposé des vidéos en réalité virtuelle. » Experience Europe est également ouvert le week-end, ce qui en fait une sortie agréable pour toute la famille. « Une collègue a même organisé l'anniversaire de son fils de 12 ans ici ! », se souvient Marion. Développer de nouvelles activités le week-end pour un public plus jeune est un objectif clair pour l'avenir proche.



Quelques chiffres

Les statistiques ne mentent pas : Experience Europe trouve surtout un écho auprès des jeunes : plus d'un quart (27 %) des visiteurs ont entre 13 et 18 ans, suivis de près (24 %) par les jeunes adultes. Grâce à des campagnes de communication ciblées, par exemple dans le métro bruxellois, dans les rues et dans les bus touristiques, Experience Europe a accueilli plus de 130 000 visiteurs depuis son ouverture. L'année dernière, il a reçu près de deux fois plus de visiteurs que lors de son année de lancement.

**Experience Europe
1, rue Archimède - 1000 Bruxelles
Entrée libre**

Lundi	13h00-18h00
Mardi-vendredi	09h00-18h00
Samedi-dimanche	10h00-18h00

Le Cercle d'Art de la Commission européenne



© AACE BE

Pour qui ?

Tous ceux qui s'intéressent à l'art plastique et graphique (peinture, dessin, gravure ...), avec ou sans expérience. Le club est ouvert aux agents de la Commission européenne actifs et pensionnés et aux agents des autres institutions. Les stagiaires des institutions ainsi que les époux/épouses et partenaires des agents sont également les bienvenus.

Que pouvons-nous offrir ?

Deux sessions hebdomadaires de guidance individuelle par deux différents professeurs/artistes professionnels (Veronica Aris et Stéphane Olivier). Les sessions ont lieu tous les lundis et tous les jeudis, sauf pendant les congés et la pause estivale. Le matériel artistique de base (papier, pastel, fusain, couleurs à l'huile, à l'acrylique ...) est disponible. Seuls les pinceaux et les toiles ne sont pas fournis.

L'atelier est ouvert aux membres entre 7h et 21h pour leur permettre de poursuivre leurs projets artistiques individuels. Les sessions consistent en

un coaching individuel et des conseils de la part des professeurs sur les projets individuels, ainsi qu'une guidance étroite pour les débutants. Nous organisons chaque année une série de tutoriels et exercices pratiques sur des sujets définis pendant les horaires habituels. Cela permet aux professeurs de présenter un sujet pratique pendant la première heure (par ex. sur l'usage des couleurs, les fondus pour la peinture, la perspective ou le corps humain pour le dessin) puis de passer à l'exercice pratique pour appliquer ces techniques pendant la deuxième heure.

Autres activités:

Nous exposons les œuvres de nos membres plusieurs fois par an dans les bâtiments de la Commission. Nous organisons également régulièrement des visites d'expositions dans les musées de Bruxelles et des alentours.

Horaires - Détail

Tous les lundis et jeudis de 18.00 h à 20.00 h:

coaching personnalisé par un enseignant expérimenté/artiste : avec le conseil des professeurs, chaque membre identifie le sujet, les techniques et les supports pour réaliser son projet. Une guidance individuelle est prodiguée à chaque membre à tour de rôle et les conseils sont donnés sur demande. Les classes sont composées d'étudiants de niveaux très différents, des débutants aux artistes expérimentés. Les techniques utilisées sont surtout

par Evelyne Hania
Présidente du Club

l'huile, l'acrylique, l'encre, l'aquarelle ou le pastel et le fusain. Les membres sont encouragés à utiliser d'autres techniques de leur choix. Les sujets sont librement choisis, souvent des paysages, natures mortes, personnages, sur base de photos. Les langues utilisées sont le français et l'anglais.

Où sommes-nous localisés ?

Notre atelier se trouve dans le bâtiment Breydel : Avenue d'Auderghem 45, 4^e étage ou 1^{er} sous-sol à droite de l'entrée (puis suivre le panneau vers Art Club). Un parking est disponible dans le bâtiment sur réservation.

Cotisation

Comment s'inscrire ?

En venant à nos sessions, en remplissant un formulaire d'enregistrement et en versant les frais de cotisation de 240€/an sur le compte du Cercle d'Art Plastique et Graphique BE94 4264 0910 1114. La première session d'essai est gratuite.

Personnes de contact

Pour plus d'information, veuillez contacter:

Mme Evelyne Hania, Présidente
M. Jaap Geenen, Trésorier
Mme Ekaterina Goloubkova, Secrétaire
hr-EC-ART-CLUB@ec.europa.eu ■

Henrica Perlberger-Engelberg, une coquette centenaire ... *bon pied bon œil*

À cent ans, Henrica incarne une longévité étonnante. Elle nous ouvre la porte de son joli appartement bruxellois, toute pimpante, coquette, maquillée et souriante! Dès les premiers échanges, elle impressionne par sa vivacité d'esprit intacte et sa voix claire et affirmée. Elle commence par évoquer sa carrière au sein de la Commission européenne que pourtant elle n'était en rien prédestinée à intégrer.

En 1969, à l'âge de 43 ans, suivant son mari de Toulouse à Bruxelles, Henrica décide de trouver du travail « pour occuper son temps » car prendre le café entre amies tous les après-midi, très peu pour elle ! Elle entre donc comme intérimaire au Secrétariat général de la Commission, sous l'autorité de Rodolphe Gachot, où elle est chargée de récolter les contributions des DG en vue de la publication du Rapport général de la Commission. Elle prend rapidement goût à cette atmosphère multiculturelle et décide par la suite de passer un concours interne pour être titularisée. Ceci la mène à la DG XII (Science, Recherche & Éducation) où elle gère l'octroi des bourses d'études aux étudiants, tâche qu'elle considère comme enrichissante et épanouissante de par les nombreux contacts avec les universités européennes et l'indépendance dont elle jouit dans ce travail. L'Europe n'a jamais été pour elle une idée abstraite, mais un projet vivant, nourri par les échanges et la coopération.

Après son départ en pension en 1988, Henrica peut assouvir sa passion des voyages. Elle parcourt l'Europe et au-delà, animée par le désir de découvrir d'autres cultures et d'élargir son horizon. Elle garde également un souvenir enthousiaste des conférences destinées aux aînés auxquelles elle a participé dans le cadre du CEPULB (Université Tous Âges de l'ULB) : des moments de transmission, d'apprentissage et de partage intellectuel qu'elle évoque encore avec plaisir.

Sa vie familiale est une source de joie essentielle. Entourée d'une jolie famille, elle est une arrière-grand-mère comblée. Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, tous installés à Paris, occupent une place centrale dans son cœur. Les nombreuses photos qui ornent son salon en sont le témoin. Les liens intergénérationnels sont précieux pour elle : ils nourrissent son énergie et son optimisme.

Loin des clichés associés au grand âge, Henrica utilise l'informatique avec aisance : ordinateur, courriels et groupes Whatsapp font partie de son quotidien. Pour l'anecdote, elle introduit ses frais médicaux pour le RCAM ... en ligne ! Ces outils sont pour elle autant de fenêtres ouvertes sur le monde que de moyens de rester en lien avec les autres. Car cette centenaire cultive avant tout les relations humaines. Elle entretient un réseau social riche, fait de famille, d'amis et de connaissances. Pas un jour

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef



© AIA/CEBE



© AIA/CEBE

ne passe sans un coup de téléphone ou le passage d'un proche. Et c'est sans doute là que réside le secret de sa longévité ...

À travers son parcours et son quotidien, notre sympathique centenaire offre un exemple inspirant de vieillissement actif et épanoui. Elle rappelle que l'âge n'éteint ni la curiosité, ni l'intérêt pour autrui, ni ... la coquetterie ! ■

Die Zeit ist jetzt!

Anmerkungen zur Oper „Cassandra“ von Bernard Foccroulle

Libretto in englischer Sprache: Matthew Jocelyn



© La Monnaie

Diese moderne Oper, uraufgeführt 2023 im « Théâtre Royal de la Monnaie » in Brüssel, ist ein künstlerischer Weckruf zum Hören und Handeln in unserer Zeit! Der Komponist Bernard Foccroulle ist ein Nachbar des Verfassers dieser Zeilen. Letzterer hat die Oper 2025 an der Staatsoper unter den Linden in Berlin gesehen. So ergab sich vor kurzem ein Gespräch mit dem vielbeschäftigten Komponisten über den Entstehungsprozess seiner besonderen Oper und ihren Beitrag zu den gesellschaftlichen Fragen der Gegenwart.

Idee und Intention

Bernard Foccroulle und Matthew Jocelyn haben zwei Journalistinnen ein Interview über diese Oper gegeben, das im Berliner Programmheft abgedruckt ist und einen guten Einstieg in das Gespräch mit dem Komponisten ermöglichte. Bernard Foccroulle, 72, in Lüttich geboren, war von 1992 bis 2007 Generaldirektor der Oper La Monnaie und danach bis 2018 Generaldirektor des Festivals Aix-en-Provence. Von Haus aus Organist, komponierte er Gesangs- und Orchesterwerke.

Erst nach dem Ende seiner Tätigkeit in Aix konnte er sich seinen lange gehegten Wunsch erfüllen, selber eine Oper zu schaffen. Sein Anliegen war immer gewesen, die Kunst in die moderne Gesellschaft zu tragen. So sollte die Oper von der heutigen Zeit handeln. Andererseits hatte ihn aus der griechischen Mythologie die tragische Gestalt der Cassandra fasziniert, die vergeblich den Untergang Trojas geweissagt hatte, weil ihr niemand Gehör schenkte. Könnte man nicht unsere heutige Welt durch die Augen einer solchen archetypischen Gestalt betrachten? war seine erste Überlegung.

Bernard Foccroulle suchte sich Künstler aus seinem Bekanntenkreis zur gemeinsamen Arbeit an seinem Projekt: den Kanadier Matthew Jocelyn als Librettisten, die Französin Marie-Eve Signeyrole als Regisseurin und den Franzosen Louis Geisler als Dramaturgen. 2020 machte sich das Team an die Arbeit. Sie entwickelten die Idee, auf der Bühne zu der klassischen Cassandra eine moderne Sandra hinzuzufügen, deren Warnungen als Klimaforscherin niemand hören will. Das Schicksal beider „Cassandra“- Gestalten sollte gleichzeitig erlebt werden können. Man könnte diesen künstlerischen Ansatz als die Darstellung eines Geschehens auf einer „zeitlosen Zeitebene“ bezeichnen. Bernard Foccroulle nennt diese zunächst paradox erscheinende Situation einen besonderen „Raum-Zeit Komplex“, der durchaus „physisch real“ sei. Es gäbe keinen Tod,

von Jürgen Erdmenger
Mitglied des Redaktionskomitees

Vergangenheit und Gegenwart ergänzten und verstärkten sich. So könnten die Zuhörer zu verantwortungsvollen Gedanken über die Zukunft angeregt werden.

Die Durchführung

Der Kunstgriff der Zeitlosigkeit wird in der Oper in 13 Einzelszenen vorgeführt, in denen Vorgänge aus dem Mythos und Geschehen aus der Jetztzeit einander abwechseln oder in einer „Bibliothek der Toten“ ineinander übergehen. In einem Prolog mahnt ein Chor zeitloser menschlicher Geister, dass, so wie einst Troja brannte, heute die Erde selbst bedroht ist, in Flammen aufzugehen. Ähnlich wie in einer griechischen Tragödie kommentiert dieser Chor auch sonst das zeitlose Geschehen und sorgt für dessen Zusammenhalt. In drei der Szenen summt ein Bienenschwarm umher, der immer kleiner wird. Auch treten Cassandra und Sandra gemeinsam auf.

Die Handlung der einzelnen Szenen ist realistisch. Am Anfang geht Troja mit großem Getöse unter. Cassandra muss die Katastrophe miterleben. Sandra bemüht sich in einer Comedy-show mit Humor, Gehör für ihre alarmierenden wissenschaftlichen Forschungsergebnisse zu gewinnen. Sie verliebt sich in den Klimaaktivisten Blake. Der Gott Apollo erteilt Cassandra die Gabe der Weissagung. Als sie sich seinen Avancen widersetzt, fügt er den Fluch hinzu, dass niemand ihr glauben werde. Sandras Eltern sehen die Klimakrise als Chance, freiverdende Ressourcen wirtschaftlich zu nutzen. Blake kommt auf einer Expedition in die Antarktis ums Leben. Cassandra und



© La Monnaie

Die Regisseurin Marie-Eve Signeyrole hat mit einem genialen Griff ein blockartiges Objekt in die Mitte der Bühne gestellt, welches sich je nach Bedarf in der Zeitlosigkeit verwandeln kann: eine trojanische Mauer bricht zusammen, ein Eiskubus schmilzt, eine Bienenwabe oder eine Bibliothek stehen da.

Sandra erzählen sich wechselseitig ihre Schicksale, hören sich gegenseitig zu und bemerken, dass niemand Sandra daran hindern werde, weiterhin ihre warnende Stimme zu erheben. Zum Schluss summen noch die letzten fünf Bienen.

Bernard Foccroulle erzählt, dass er mit seinem Team Klimaforscher angehört habe, z.B. zur Frage, um wieviel Zentimeter ist der Wasserspiegel der Weltmeere in der letzten Dekade angestiegen? Außerdem habe er mit Klimaaktivisten über ihre Aktionen diskutiert, um die zeitlosen Szenen der Oper möglichst realistisch zu gestalten.

Bernard Foccroulle betont, dass er die Musik erst habe schaffen können, als der Text fertig redigiert war. Er habe versucht, die verschiedenen „Welten“ dieser Oper – die Mythologie, die Geister, die Bienen, die heutige Gesellschaft – auf differenzierte Weise musikalisch zu behandeln. Eine gedehnte Musiksprache werde für die Geister, eine mehr rhythmische für die moderne Welt eingesetzt. Auch würden die handelnden Personen und ihr Gesang durch spezifische Instrumente charakterisiert: zum Beispiel vorrangig die Blechbläser für Cassandra, das Marimbaphon für Sandra. Insgesamt ergreift die meist tonale Musik den Hörer unmittelbar und gibt den ein-

zelnen Szenen deren besondere kräftige Ausstrahlung.

Dirigentin, Sängerinnen, Chor, Orchester, Produktion waren nicht Gegenstand des Gesprächs mit dem Komponisten.

Die Wirkung der Oper nach Außen

Die Oper soll und kann die Zuhörer wahrütteln, aber nicht mit erhobenem Zeigefinger, sondern allein durch die Kraft ihrer Existenz als Kunstwerk. Das Schicksal der Protagonistinnen, emotional durch die starke Klangsprache der Musik gesteigert, kann zum Nachdenken anregen: höre ich den Warnenden in unserer Zeit gut zu, bin ich bereit, durch mein Handeln dazu beizutragen, drohenden Schaden abzuwenden? Die Klimakrise ist dafür nur ein Beispiel.

Der Oper seien viele weitere Aufführungen gewünscht! In der Monnaie wird sie 2030 wieder zu sehen sein. Bernard Foccroulle hofft auf weitere deutsche Opernhäuser. ■

Le temps c'est maintenant !

Remarques sur l'Opéra « Cassandra » de Bernard Foccroulle | *Libretto en langue anglaise : Matthew Jocelyn*

L'auteur du présent article nous parle d'un entretien qu'il a eu récemment avec son voisin, le compositeur de cet opéra moderne, présenté en première en 2023 au Théâtre de la Monnaie à Bruxelles. L'auteur a vu la représentation à Berlin l'année passée. Il était fort impressionné par la contribution de cette œuvre d'art aux questions qui préoccupent la société de nos jours. Il s'est donc entretenu avec Bernard Foccroulle sur ses idées et intentions et sur le processus de création d'un tel opéra. Le compositeur lui a expliqué que c'était bien son intention initiale de jeter un regard sur notre monde moderne par les yeux de cette figure archétypique de la mythologie grecque, Cassandra. Celle-ci prophétisait la chute de Troie en vain, parce que personne ne l'écoutait.

Avec une équipe d'autres artistes, dont le librettiste et la metteuse en scène, Bernard Foccroulle a donc élaboré cette idée initiale. Ils ont inventé la personnalité de Sandra, une scientifique de la climatologie dont personne ne veut écouter ses avertissements et ses prédictions des dangers du changement climatique. L'astuce de l'opéra est que les deux personnages, la Cassandra de l'Antiquité et la Sandra de nos jours, apparaissent en même temps sur scène avec leurs destins respectifs dans un contexte « hors du temps ». De cette manière paradoxale par ses images et sa musique, l'opéra devient simplement par son existence un appel général à l'écoute et à la réflexion, la crise climatique n'étant qu'un exemple des surdités et négligences de notre monde actuel. ■

Un regard philosophique utile

Les dérèglements de la coopération internationale et l'instauration de gouvernements dictatoriaux, peu fiables et indifférents à l'intérêt général, ont déjà fait couler beaucoup d'encre. Cependant, peu d'ouvrages leur consacrent une analyse philosophique serrée.

Professeur émérite à l'Université Libre de Bruxelles, de nationalité belge mais d'origine grecque, Lambros Couloubaritsis est un auteur prolifique, académicien et docteur *honoris causa* de plusieurs universités. Son *Histoire de la philosophie ancienne et médiévale* (Grasset, 1998) reste une somme incontournable. Depuis lors, le penseur a encore élargi ses recherches, notamment pour mieux comprendre les souffrances concrètes des personnes. L'érudit spécialisé se double ainsi d'un humaniste exigeant, admirateur des Pères de l'Europe, mais déçu par l'Union actuelle. Son dernier livre, *L'Impuissance des démocraties face aux puissances technico-économiques*, tombe à pic pour celles et ceux qui réfléchissent à la marche du monde et à l'avenir de l'Europe.

Selon l'auteur, l'ordre planétaire de notre nouvelle époque contemporaine est conduit, voire irrésistiblement envahi, par la fusion galopante de la technique et de l'économie, illustrée par les grandes sociétés propriétaires de l'internet, de la robotique, de l'intelligence artificielle, de l'armement, de l'exploration spatiale, des télécommunications, des matières premières, etc. Cette puissance inédite est bien plus forte que les classes dominantes jadis critiquées par Marx ou que le complexe militaro-industriel américain dénoncé en 1961 par le président Eisenhower. Par la marchandisation généralisée, la captation des consciences, la manipulation des opinions, la dévalorisation du Droit et de la Paix, le discours cynique et grossier, le nouveau « Maître du monde » se révèle, sous toutes les latitudes, plus déterminant que les parlements et les gouvernements, pourtant plus légitimes. D'une part, il a certes besoin de la Science pour améliorer les formes de sa technicité, mais d'autre part, s'en moque publiquement si elle contrarie son idéologie (climat, médecine, etc.) L'ordre nouveau fait ainsi penser à celui du moyen-âge européen, mais étendu à l'entièreté du globe : désormais, un immuable ordre divin, créateur omnipotent, invisible, mais contraignant, juge

par **Renaud Denuit**
Membre du Comité de rédaction

ultime de ce qui est bien ou mal, plane sur les activités humaines.

Certes, depuis peu dans l'Histoire, la démocratie est assez largement considérée par les peuples comme le meilleur régime politique, mais elle n'est pas suffisamment autonome par rapport à la technico-économie. Son inefficacité la discrédite et nourrit les populismes. Couloubaritsis estime que les souffrances humaines doivent constituer le critère premier de la bonne gouvernance et des décisions, ceci impliquant un minimum de proximité et de compassion, ainsi que le discernement de toutes les sources de souffrance. Or les décideurs de la technico-économie se distinguent par leur cynisme et leur manque total d'empathie. La guerre étant le malheur le plus pénible qui soit, l'auteur ne manque aucune occasion de plaider pour la paix et pour une culture du dialogue et de la négociation - culture dont l'Union européenne ne serait pas assez pénétrée en cette période. Les investissements militaires en cours devraient plutôt être affectés à la médecine, à l'enseignement, à la lutte contre la pauvreté, à la préservation de la nature. Préalablement, une solution vitale consisterait à augmenter l'autonomie des systèmes démocratiques, coupant leurs relations trop symbiotiques avec les détenteurs du pouvoir technico-économique. Ceci n'est hélas pas pour demain matin. ■



*L'impuissance
des démocraties face
aux puissances
technico-économiques*
de **Lambros
COULOUBARITSIS**
Bruxelles, Éditions OUSIA,
2025 - 345 pages.

Savorgnan de Brazza

Pierre Savorgnan de Brazza (1852-1905) est un explorateur romain, naturalisé français, officier de marine, connu pour ses expéditions en Afrique centrale ainsi que pour sa philosophie de la non-violence. Cette biographie traite entre autres de la question coloniale et, en particulier, des relations entre la France, la Belgique et le Royaume-Uni concernant le Congo et la course vers le Nil, qui se termina à Fachoda. La première partie décrit l'histoire des Savorgnan à partir du X^{ème} siècle. Cette famille dominante du Frioul a servi la République de Venise durant 400 ans pour la défendre des incursions des Habsbourgs et des Turcs jusqu'à la défaite de la République par Napoléon. Cette partie de la biographie se termine avec la conférence lancée par De Gaulle à Brazzaville (la ville fondée

par l'explorateur Pietro di Brazzà, qui a conservé son nom, alors que la plupart des noms de villes donnés pendant la période coloniale ont été rebaptisés) lors de la libération de la France de Vichy. Le choix de De Gaulle de Brazzaville au lieu de Dakar fut justifié par le souvenir que Pietro di Brazzà avait laissé là-bas d'un explorateur et gouverneur « alternatif » par rapport aux tendances esclavagistes et aux ambitions coloniales d'exploitation de son temps.

Le grand intérêt de cette biographie inédite, c'est l'apport de nombreux documents et donc d'informations sur Pierre de Brazza mais également sur la force de ses actions en Afrique. Corrado Pirzio-Biroli, comme pour ses deux précédents livres publiés :

Corrado Pirzio-Biroli

Ancien conseiller économique du Président G. Thorn et conseiller économique à Washington. Ancien ambassadeur de l'UE auprès de l'Autriche et des Nations Unies à Vienne.

► le Grand-Amiral von Tirpitz, mon aïeul : Entre triomphe et désastre

► Prisonniers de sang a ouvert ses archives familiales pour enrichir l'œuvre de son grand-oncle Savorgnan de Brazza, figure illustre de l'abolition de l'esclavage, d'autant plus étonnante qu'il est enterré et vénéré à Dakar. ■

Savorgnan de Brazza de Corrado Pirzio-Biroli
Le libérateur va-nu-pieds (1852-1905) et l'épopée de la famille Savorgnan
 Éditions Michel De Maule
 Novembre 2025
 254 pages



Emballage

*Il m'a contactée
 après des années de silence
 comme un drone a percé
 mon toit de sécurité
 occupant tout l'espace de mes pensées.
 Je le vois à travers la vitre du café
 autrefois appelé « Paradis »
 il est devenu chauve, ratatiné, gris.
 Est-ce lui ou n'est-ce pas lui ?
 À vingt ans
 il était comme un jeune dieu
 Follement amoureux
 inconscients
 nous nous sentions éternels, indestructibles
 Maintenant, nous nous regardons
 avec un tendre reproche
 Mais je reconnais son parfum
 Le goût de ce thé*

*Avec le toucher de sa voix, il lisse les rides
 du temps
 Je sens sa proximité
 Le reste n'est qu'un emballage.*

Linguiste et politologue, Joanna Jarecka Gomez est née à Cracovie. Sa passion littéraire remonte à son adolescence et s'est concrétisée notamment par des recueils de poèmes et de nouvelles. Parmi les premiers fonctionnaires polonais dans nos institutions, elle a conclu sa carrière comme secrétaire générale adjointe au groupe PPE au Parlement européen, directrice des relations extérieures. Elle vient de publier un nouveau recueil de poèmes en polonais « Amnezja i inne bestie » (« Amnésie et autres bêtes »). ■

Traduit du polonais par J. Jarecka



Amnezja i inne bestie
 Joanna Jarecka Gomez
 Janvier 2026
 96 pages

La photo retrouvée

Ambroise Perrin

Entré au Parlement européen en 1991, porte-parole du Groupe socialiste. Pensionné depuis 2018.

C'est la seule photo, prise un soir après dîner. On voit la maison depuis la rue, où était garée la voiture. Elle a été prise à la dernière minute, juste au moment de quitter les amis. En haut, surplombant les sourires, le balcon, dans les reflets du réverbère. On y a habité pendant les 27 années passées à la Commission, on l'a revendue l'année de la retraite (pour prendre un appartement plus petit ; les enfants étaient partis) et on n'avait jamais pensé à photographier la façade. Pendant des années on avait des géraniums à la grande fenêtre du premier étage, souvenirs de notre Alsace. On a décidé de rester en Belgique, les amis, les habitudes... Repasser aujourd'hui devant notre « ancienne maison », ce n'est pas la même chose. Alors faire une photo... Et puis, ils ont fait des travaux, le fer forgé du balcon a été transformé en petit muret de briques, il y a deux grands Velux sur le toit de la façade et le cerisier a été coupé pour faire une place de parking.

Oui, cette photo retrouvée, elle est précieuse. Elle ne montre rien mais elle raconte tout, cette époque de nonchalance et de sérénité, cette insouciance dans l'avenir immédiat et elle rappelle les nombreuses heures de travail effréné. Les enfants dormaient déjà lorsque l'on rentrait du bureau. On est presque gêné aujourd'hui de se souvenir d'une telle opulence. On regrette un peu de ne pas s'être

mieux impliqué dans la vie locale, il faut avouer que les élections pour la commune sont particulièrement compliquées ici. Bien sûr, nous étions participants à toutes les opérations de solidarité dans le quartier, comme les shoe-boxes à Noël pour les déshérités. Et la mobilisation contre le survol des avions, on voyait la casquette du capitaine...

Au deuxième plan sur la gauche, un grand peuplier. Les arbres ont été rasés pour une voie dédiée aux autobus, mais finalement elle a été neutralisée par de gros blocs de béton pendant plus d'une dizaine d'années. Les travaux sont toujours en cours. Sur la place plus haut, la boulangerie a fermé, transformée en logement. La station d'essence s'est agrandie en mini supermarché. Le distributeur de billets de banque a disparu, nulle part remplacé. Pendant le covid on voyait des renards rôder dans les buissons du rond-point, en face de là où les enfants attendaient le bus pour l'école. Le temps a passé, et cela ne se voit pas sur la photo, mais beaucoup de voisins, comme nous, ont déménagé, tous n'ont pas quitté Bruxelles.

Ah ! En bas de cette belle image, on voit deux sacs-poubelle, un blanc et un bleu, petits témoins d'une complicité civique pour le tri des ordures. On aime bien dire « nous sommes résidents belges ». ■

Souhaitez-vous continuer à recevoir Apropos en version papier ?

Apropos est également disponible en ligne sur le site de l'AIACE-BE :
www.aiace-be.eu sous la rubrique « Informations ».

Si vous ne voulez plus recevoir la version papier, vous pouvez :

- **envoyer un e-mail à : aiace-be@ec.europa.eu**
en précisant vos nom, prénom et n° de membre
- **écrire à l'adresse : AIACE Belgique,**
Bureau VM-18 03/58, 1049 Bruxelles
en précisant vos nom, prénom et n° de membre.

Would you like to continue receiving the paper version of Apropos ?

Apropos is also available online on the AIACE-BE website :
www.aiace-be.eu under « Informations ».

If you no longer wish to receive the paper version, you can :

- **send an email to : aiace-be@ec.europa.eu**
stating your name, surname and member nr
- **send a letter to : AIACE Belgique,**
Bureau VM-18 03/53, 1049 Brussels
stating your name, surname and member number.

De wereld vandaag

Joris Dederck

Ambtenaar Commissie van 1977 tot 2004, respectievelijk in DG Landbouw, Ontwikkeling en Buitenlandse betrekkingen/Uitbreiding.

Terwijl vooruitgang in kennis en kunnen verder meer blijven mogelijk maken, zijn krachten aan het schuiven, niet noodzakelijk in de gewenste richting. Wat er zat aan te komen is nu duidelijk: we zijn in een andere wereld terechtgekomen. Ieder voor zich en wet van de sterkste, zijn belangrijker geworden dan respect, verstandhouding en samenwerking.

- De inzet om de vroegere vijand over te halen tot verstandhouding, respect, en samenwerking is mislukt. Gebruiken van de vroegere totalitaire regimes zijn terug, en Rusland voert een verschrikkelijke oorlog tegen een buurland, hybride aanvallen tegen democratieën, en binnenlandse onderdrukking.
- De slapende reus uit het verre oosten is na het ontwaken uitgegroeid tot een economische en militaire grootmacht, die wereldwijd aan invloed wint, en tracht zijn autoriteit uit te breiden.
- Ook bij nieuw opkomende landen primeert het eigen (korte termijn) belang.
- Onze traditionele bondgenoot en militaire beschermer is blijkaar van kamp veranderd, en beschouwd Europa niet langer als bondgenoot, eerder als tegenstander en vazal. En de gevestigde internationale structuren en de binnenlandse democratie worden er ondermijnd.

- Ook als is de EU een koopkrachtige, aantrekkelijke economische markt; met te weinig politieke en militaire macht tellen we amper. De grootmachten/imperia zetten zich in om de EU uit elkaar te spelen. De EU interne markt afwerken en efficiënter maken, energie-afhankelijkheid verminderen, de defensie-capaciteiten samenvoegen, en samenwerking met gelijkgezinde derde landen uitbouwen zijn essentieel.
- Op veel plaatsen zijn er conflicten: interstatelijk of interne, waar regimes hun eigen bevolking onderdrukken, uitmoorden. Autoritaire regimes dulden geen nieuwe democratieën in hun buurt.
- Wereldwijd worden problemen van milieu, klimaat en samenleving onvoldoende aangepakt. Ook demografische ontwikkelingen stellen ons voor nieuwe problemen.

Om tot duurzame oplossingen te komen is het essentieel om een heldere kijk op de brede realiteit te hebben, en ernaar te handelen. Het bereiken van ambities kan maar voor zover als de middelen die ervoor nodig zijn het toelaten. Iedereen in de samenleving kan bijdragen in de mate dat regimes de denk- en handelsvrijheid respecteren. ■

IN MEMORIAM

Colette Flesch (1937-2026)

Former Director-General Colette Flesch, a pioneer of women's political leadership, passed away on 21 January 2026, at the age of 88.

Born on 16 April 1937 in Luxembourg, Colette Flesch pursued an international education. She earned a bachelor's degree in political science, followed by a master's degree in international affairs. Before embarking on a political career, and also parallel to it, Flesch excelled as an accomplished fencer. She went on to represent Luxembourg in the individual foil events at three consecutive Summer Olympic Games in 1960, 1964 and 1968.

She started her European career as a trainee at the High Authority of the European Coal and Steel Community in 1962. After passing a concours, she joined the General Secretariat of the Council of the European Communities in Brussels in 1964. Her entry into national politics followed shortly thereafter: in 1968 she became a member of the Chamber of Deputies for the Democratic Party. In 1969, she became the first woman ever elected Mayor

of Luxembourg City, making her a trailblazer for women in Luxembourgish politics. From 1980 to 1984, she served as Deputy Prime Minister and concurrently held several ministerial portfolios, including Foreign Affairs, Foreign Trade and Cooperation, the Economy and Justice. During these years, she also served as a Member of the European Parliament from 1969 to 1980 and again in 1984-1985.

In 1990, she was appointed Director-General at the European Commission, becoming the second woman in the institution's history to hold this senior rank. She served as Director-General of DG X (Information, Communication, Culture, Media and Sports). In 1997, she became Director-General of DG Translation and Information Technologies. Following her retirement in 1999, she returned to the European Parliament, serving a further term as an elected member from 1999 to 2004. She then resumed national parliamentary work in Luxembourg, serving again in the Chamber of Deputies from 2004 to 2009, and also remained engaged in public life at municipal level. ■



L'Aiace Belgique exprime ses plus sincères condoléances aux familles et aux proches

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ALONZO Marie Carmine	21/07/51	1/04/90	23/09/25	PE
AALTEN-JACOBS Giselle	10/03/52	1/08/11	13/09/25	CM
ACTIS-DATO Paul	10/03/58	1/01/18	9/10/25	COM
ADAMI Ioan	2/03/48	1/01/13	23/10/25	PE
ALBERTI Serge	7/06/39	1/06/01	23/10/25	PE
ANDERSEN Bente	20/12/47	1/01/08	15/10/25	COM
ARMAND Jacques	17/07/29	1/08/89	2/10/25	COM
BADUEL Philippe	26/03/40	1/01/05	30/10/25	COM
BALBIANI Paolo	18/09/22	1/07/77	10/10/25	COM
BARANZINI Stefano	16/03/34	1/04/94	14/10/25	COM
BARTHEL Henriette Odile	30/09/30	1/10/95	13/10/25	COM
BAURIN Jean Leon	11/01/34	1/02/99	25/09/25	COM
BELLIENI Nicola	15/11/35	1/12/00	22/10/25	COM
BERGER Doris	30/10/71	1/11/23	28/09/25	TRA
BETTAMIO Giampaolo	11/10/39	1/04/04	18/10/25	COM
BIALOBRZYCKI-ADEY Janet	7/12/38	1/10/85	3/10/25	COM
BIDDELOO Jeannine Francoise	26/09/27	1/10/92	30/09/25	COM
BINAME Marie Rose	28/02/42	1/10/03	4/10/25	CC
BLANCHARD-SCHWEIZER Helga	25/11/41	1/12/06	27/09/25	COM
BLONDA Antonia	22/05/47	1/07/99	5/10/25	CM
BOECK Ellen	4/10/36	1/11/01	15/10/25	COM
BOLLINGER-SCHAUM Margot	7/05/37	1/08/97	30/10/25	COM
BOSMANS Noel	9/12/65	1/01/24	26/09/25	EACEA
BREUER Ursula	8/05/33	1/06/98	25/09/25	PE
BROEKHUIZEN Margareta	11/06/44	1/08/04	25/10/25	CM
BRUCH-JACOBS Juliette	7/07/50	1/09/10	10/10/25	PE
BURATTINELLO Anna Maria	13/08/44	1/11/07	17/10/25	COM
BURGARD Hermann	30/09/38	1/01/03	3/10/25	COM
CAMERA Maria	28/01/38	1/09/80	22/10/25	COM
CAPETI Laura	31/12/29	1/10/70	1/10/25	PE
CASEY Catherine	18/12/54	1/01/20	26/10/25	COM
CASTRONOVO Concetta	5/04/39	1/11/93	3/10/25	COM
CHAUVIÈRE Jeanne	19/08/38	1/02/97	9/10/25	COM
COLOMBO Elettra	16/03/37	1/11/95	30/09/25	COM
CORAZZI Maria	23/09/49	1/07/13	4/10/25	COM
CRAVIGNANI Maria	9/09/55	1/10/20	25/09/25	EASA
DAIG-BUMILLER Gisela	7/09/38	1/01/97	13/09/25	COM
DALLACASA Antoine	25/01/44	1/11/04	30/09/25	CES
DE CASTELBAJAC Philippe	9/01/52	1/04/04	17/10/25	COM
DE GREEFF Jacques	4/09/27	1/10/92	26/09/25	COM
DE RIDDER Laura	22/03/57	1/10/21	9/10/25	COM
DEGAND Marie-Louise	30/06/43	1/09/05	2/08/25	COM
DEMOLON Daniel	22/01/36	1/10/97	17/10/25	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DERNIES Andre	6/04/63	1/11/18	30/09/25	COM
DESFOSES Jacques	8/01/38	1/02/03	11/10/25	COM
DEWINCKLEAR Fernande	22/04/58	1/05/23	11/10/25	CM
DI MARINO Luisa	11/03/42	1/12/05	18/10/25	COM
DONDELINGER-DALEIDEN Marie-Adelaide	12/07/53	1/01/14	2/10/25	COM
EBERT Susanne	17/09/47	1/02/09	4/10/25	COM
ESCRIBANO MARTINEZ Alfredo	1/11/33	1/03/95	12/10/25	COM
EVENS-VASSEN Marguerite	25/05/48	1/06/13	27/10/25	PE
FECHNER Gisela	9/08/27	1/09/92	26/10/25	COM
FERNANDEZ AVILES Antonio	25/08/43	1/09/03	11/10/25	COM
FIORANI Finola	25/03/36	1/01/01	1/10/25	COM
FIORANI Finola	1/08/31	1/03/00	13/09/25	COM
FRANOSCH-DEVAUX Jacqueline	22/10/43	1/07/23	26/10/25	COM
GAILLY Marie-Claire	7/06/31	1/01/88	27/09/25	COM
GALBRAITH Carmen	24/11/48	1/05/85	2/07/25	COM
GALLEGO LAPENA Jose	15/03/27	1/10/15	19/10/25	COM
GALLINA Olivo	23/07/25	1/07/04	9/10/25	CJ
GARFIELD LEVY Pamela	8/12/38	1/10/11	24/09/25	COM
GHEMENI Argyro	21/12/47	1/01/07	13/09/25	CJ
GILBERT Paul	28/09/19	1/04/98	10/10/25	CC
GILI-BORLA Evelina	27/04/44	1/05/00	27/09/25	PE
GILLAIN-LIBER Bernadette	13/02/31	1/07/88	29/09/25	COM
GLAESNER-SCHRECKENBACH Anne Rose	28/02/51	1/05/23	20/10/25	COM
GOBERT Rose Öqrie	20/05/48	1/08/24	22/03/25	COM
GOLZE Rosemarie	5/08/34	1/08/02	3/10/25	COM
GOMEZ-VALADES Maria-Engracia	7/10/24	1/09/08	24/10/25	COM
GOOSSENS Roland	15/04/32	1/03/11	9/10/25	PE
GREENING-CARNEIM Elisabeth	30/09/38	1/01/25	3/10/25	COM
GRENSON Marie-Jeanne	6/06/30	1/07/20	15/09/25	COM
GROOT Maria	11/01/38	1/05/21	10/10/25	COM
GROSSI Giovanni	7/09/38	1/10/24	13/09/25	COM
GUICHETEAU-PLAZANEIX Madeleine	31/07/45	1/07/19	29/10/25	COM
HALLGREN Ulla Agneta	6/08/34	1/10/01	25/10/25	COM
HALLIWELL-MORLE Kathleen	8/07/34	1/06/09	26/10/25	COM
HAUTIER Luce	1/12/26	1/07/15	28/10/25	COM
HEIRENS Irene	30/01/36	1/09/77	17/10/25	COM
HERBIG Margret	14/12/45	1/09/22	30/09/25	COM
HERREGODS Jose	8/12/41	1/07/16	4/10/25	COM
HOFFMANN Maurice	12/08/34	1/02/25	25/09/25	CM
HOSE Ingrid	30/07/48	1/05/13	28/10/25	CJ
HOSS Jean	3/09/33	1/10/98	8/11/25	COM
HOWELL Timothy	27/05/39	1/10/92	16/11/25	COM
HUET Marie	1/08/32	1/07/95	9/11/25	CC
JAKOBSEN Lars	1/08/42	1/07/00	17/11/25	COM
JAMMAERS Marthe J	30/01/50	1/02/15	19/09/25	EEAS
JEHENSON Claude	8/02/48	1/09/13	31/10/25	PE
KISSOVA Beata	13/01/41	1/02/01	21/10/25	COM
KNOEPFEL Heinz	2/01/46	1/02/08	7/11/25	CES
KRAMER Alice	29/06/47	1/06/12	19/10/25	CM
KRINGS Jean	10/10/47	1/06/99	28/10/25	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
KRISTENSEN Svend	2/03/57	1/09/12	30/10/25	COM
KUPSCHUS Peter	21/04/54	1/05/19	11/11/25	COM
KUTSCH Elisabeth	7/09/47	1/04/96	31/10/25	COM
KYRANAKI Helen	25/04/34	1/07/95	14/11/25	COM
LACROIX Rene	5/05/55	1/02/18	11/11/25	PE
LAMAIN Leendert	26/06/31	1/07/96	6/11/25	COM
LAMON Emilienne	10/07/37	1/08/02	18/11/25	COM
LAURENT Sabine-Ulrike	21/11/57	1/11/20	8/11/25	COM
LAZZARI Giampietro	21/08/44	1/09/07	16/11/25	COM
LEIJENAAR Rudolph	30/03/44	1/01/06	17/11/25	COM
LERCH Maria	27/05/39	1/06/04	4/11/25	CC
LIMBERG-DERISBOURG Gudrun	16/01/32	1/01/88	6/11/25	COM
MACCARIO Wanda	22/02/35	1/06/95	4/07/25	COM
MAIER Eddie	14/11/68	1/05/13	31/10/25	EACEA
MALEIN Greta	15/09/48	1/05/09	27/10/25	COM
MARQUET Jeannine	30/04/47	1/05/10	20/10/25	PE
MARTIN Elizabeth	11/06/47	1/07/07	28/10/25	COM
MARTIN PREVEL Arlette	2/12/38	1/02/02	29/10/25	CM
MAURI Giovanni	30/12/30	1/01/96	20/11/25	COM
MC COLGAN Winston	27/12/37	1/07/24	30/10/25	COM
MCCARTHY Dolores	14/12/34	1/01/17	8/11/25	CM
MCMENAMIN Thomas	3/06/34	1/04/98	28/10/25	COM
MEERTENS Rene	21/05/34	1/03/16	7/11/25	COM
MEYER Ginette	27/10/28	1/02/17	31/10/25	COM
MIGLINI Roberto	13/05/28	1/03/03	13/10/25	COM
MILLER Gary	18/05/28	1/01/15	10/11/25	COM
MINGUZZI-THEISEN Franca	13/07/30	1/01/17	10/10/25	COM
MISTRI Silvana	5/12/37	1/09/19	9/11/25	COM
MOED Aly	24/10/32	1/12/99	31/10/25	COM
MOELL Ruth	10/11/42	1/04/21	17/11/25	CM
MOLINA IGARTUA Gonzalo	1/05/40	1/02/09	17/09/25	COM
MONTAG Christel	9/01/40	1/11/89	11/11/25	COM
MORAITIS Georgios	17/10/35	1/10/19	24/10/25	PE
MOREIRA MARTINS Antonio	25/04/42	1/11/18	17/10/25	COM
MOVALLI Angela Vilma	10/12/25	1/11/19	3/11/25	COM
MRAK Guy	31/07/38	1/10/98	9/12/25	COM
MÜLLER Dieter	25/01/37	1/03/00	3/12/25	COM
MULLER Karen	28/05/55	1/05/14	11/12/25	PE
MUNSONIUS Werner	10/06/63	1/06/23	20/12/25	COM
MURPHY David	11/08/32	1/09/92	4/12/25	COM
MYSKOW Teresa	18/08/44	1/07/06	10/09/25	COM
NEUMAIER Erwin	28/10/38	1/11/03	17/12/25	COM
NICAISE Remy	15/08/32	1/01/94	5/12/25	COM
NINOTTI-FRANCAVILLA Giuliana	1/11/52	1/12/98	27/11/25	COM
O'CIONNAITH Cathal	17/07/44	1/12/05	11/12/25	COM
PANTANO Giovanna	12/02/39	1/11/03	7/12/25	COM
PAULIS Henri	1/01/45	1/02/05	15/12/25	COM
PEREZ ABAD Fernando	18/07/43	1/08/08	25/11/25	COM
PERLINI Giuseppe	31/05/29	1/04/93	29/11/25	COM
PETEVEs Efstathios	8/05/59	1/06/25	29/11/25	PE

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
PIGNONI Silvio	11/08/56	1/12/12	13/11/25	COM
PISETTA Anna Maria	1/06/47	1/11/07	9/02/25	COM
PUETZ Wolfram	22/12/43	1/11/04	9/10/25	PE
RADTKE Anoushka	16/11/28	1/08/91	5/12/25	COM
REYTER Paul	9/06/42	1/07/07	26/11/25	COM
ROUFFART Suzy	9/08/47	1/09/07	10/08/25	COM
ROYEN Henri Andre	7/03/61	1/03/23	6/12/25	COM
SANCHEZ GARCIA Lorenzo	7/08/38	1/04/99	25/11/25	COM
SANDRI Stefano	12/03/57	1/08/18	30/11/25	COM
SAUER Annmarie	29/10/53	1/11/18	4/12/25	COM
SCHALLER Karl	15/11/42	1/06/07	30/11/25	COM
SCHROEDER Pascal	27/05/30	1/06/95	24/11/25	COM
SCHUBA-HOFFMANN Ursula	30/01/42	1/05/05	15/12/25	CJ
SCHWARTZ Pierre-Jean	30/12/33	1/12/95	2/12/25	COM
SERRA JANSSENS Delphine	1/03/49	1/04/14	5/12/25	COM
SERRANO Maria Luisa	9/03/33	1/04/98	3/12/25	PE
SIGNORINI Liliana	1/10/33	1/09/89	18/11/25	COM
SMYTH Gerard	15/08/46	1/05/10	23/11/25	COM
STEEMAN Erna	12/03/77	1/08/25	25/11/25	EUJPO
STEVENSON Peregrine	24/03/35	1/04/00	4/12/25	COM
TABELLINI Manlio	7/03/49	1/02/11	1/12/25	CM
THIELE Hartmut	8/06/38	1/07/03	8/12/25	OHIM
THOMA Holger	29/06/56	1/07/21	16/12/25	CES
THYUX Veronique	14/07/67	1/12/19	23/11/25	COM
TIETZ Werner	10/08/47	1/09/12	2/12/25	COM
TIMELLINI Marguerite	22/07/59	1/08/24	29/11/25	COM
TOIVONEN Tuija Marjatta	8/03/55	1/12/18	23/12/25	COM
TOMAT-CALLES GOMEZ Maria	16/01/38	1/05/01	2/12/25	COM
TRENCH Barney	20/02/34	1/09/95	19/11/25	COM
VAN ASSELT Dick	4/03/26	1/04/91	22/12/25	PE
VAN DE MEERSCHE Eliane	12/03/33	1/08/80	27/11/25	COM
VAN DER GHOTE Jacqueline	27/03/35	1/08/96	25/11/25	COM
VAN RANSBEECK Pierre	19/04/41	1/05/94	2/12/25	COM
VAN SLYPE Marie Hélène	12/06/37	1/09/01	8/12/25	COM
VANCOSEM Alex	25/08/47	1/09/07	27/09/25	PE
VANDERMAESEN Henri	29/06/34	1/10/22	9/12/25	COM
VANDERPERRE Pierre	7/04/49	1/11/03	3/12/25	COM
VANDERSTRAETEN Jean-Pierre	19/04/36	1/12/13	24/11/25	CM
VARGA Therese	12/01/37	1/05/15	15/11/25	COM
VARKONY Peter	13/07/33	1/01/10	27/11/25	COM
VELLOZZI Luigi	11/02/27	1/12/20	29/11/25	COM
VERMEULEN Stephanie	17/06/40	1/01/15	6/12/25	COM
VIOLIN Francesco	1/11/52	1/12/13	27/11/25	COM
VON HELLERMANN Helga	11/02/29	1/08/06	30/11/25	CM
WESTERLINCK Constance	6/09/35	1/04/23	24/11/25	COM
WILDSCHUT Hendrina J	29/08/29	1/04/16	23/11/25	COM
ZAHLEN Gerard	21/03/35	1/11/18	24/11/25	COM
ZANARELLA Angelina	28/12/33	1/05/17	11/12/25	COM
ZANARELLA Mario	29/07/28	1/09/91	26/11/25	COM
ZISSWILLER Marie-Louise	22/10/36	1/12/09	7/12/25	COM

Ateliers
thématiques



Cocktail
Hôtel de Ville



Assemblée
générale et
Conférence



Dîner
convivial



Visite
de Malines



Visite
Caserne Dossin



Programme complet et bulletin d'inscription : <https://aiace-europa.eu/fr/assises/>



2026



22-24.06.2026

BRUSSELS

ASSISES | CONGRESS | KONGRESS